



LE DÉFI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EXIGE D'ACCÉLÉRER LA TRANSFORMATION AGRICOLE

Investir dans les cultures stratégiques, une priorité nationale



© Photo : D.R

L'Algérie veut mener une véritable révolution agraire et développer une agriculture moderne et diversifiée pour répondre aux exigences du marché afin d'assurer sa sécurité alimentaire et renforcer sa souveraineté alimentaire. C'est un défi national à relever, notamment, en ces temps d'incertitude économique au niveau mondial. Lire en page 2

LA REVUE EL-DJEÏCH

Eloge de la jeunesse et du Service national

 Page 3

OIGNON : **3.000 tonnes seront déstockées cette semaine** Page 3



SUSPENDU EN RAISON DU COVID-19 : **Le «repas collectif annuel» revient à la place Audin** Page 4

PRÉSIDENTE

Le président de la République reçoit un appel téléphonique de son homologue iranien

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, dimanche, un appel téléphonique du président de la République islamique d'Iran, M. Ebrahim Raïssi, qui lui a présenté ainsi qu'au peuple algérien ses vœux à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, ce jour, un appel téléphonique du président de la République islamique d'Iran, M. Ebrahim Raïssi qui lui a présenté ainsi qu'au peuple algérien, ses vœux à l'occasion du mois sacré de Ramadhan», lit-on dans le communiqué.

CULTURE

4 jeunes interprètes distingués à Alger

Quatre jeunes interprètes du chaâbi parmi les candidats finalistes au 12^e Festival national de la chanson chaâbi, ont été distingués dimanche soir à Alger en clôture de cet événement dédié à ce genre de musique populaire lors d'une cérémonie de remise des prix aux lauréats. Le jury, présidé par Mustapha Bouafia, a décerné le 1^{er} Prix à Fayçal Boukhetache de Tiaret, le 2^e Prix à Amir Dilmî (Alger), alors que Rabah Izbatène, alias «Nous», de Béjaïa, est arrivé en troisième place de ce concours national ouvert dans le cadre de ce festival.

CONSEIL D'ETAT

Les appels contre les jugements relevant du tribunal administratif d'appel d'Alger enregistrés au niveau de ce dernier

Les appels formés contre les jugements et ordonnances rendus par les tribunaux administratifs relevant du tribunal administratif d'appel d'Alger seront enregistrés, à partir d'aujourd'hui, au niveau de ce dernier, a annoncé, hier, le Conseil d'Etat. «Les appels formés contre les jugements et ordonnances rendus par les tribunaux administratifs relevant du tribunal administratif d'appel d'Alger (Alger, Blida, Bouira, Tizi Ouzou, Djelfa, Médéa, M'sila, Boumerdès, Tipasa et Ain Defla), seront désormais enregistrés à partir du 11 avril 2023, au niveau du tribunal administratif d'appel d'Alger siégeant à l'ex-siège de l'Ecole supérieure de la magistrature au Bd du 11-Décembre 1960 d'El Biar, jouxtant le siège de la Cour Suprême au lieu et place du Conseil d'Etat», a-t-il précisé dans un communiqué.

Le défi de la sécurité alimentaire exige d'accélérer la transformation agricole

Investir dans les cultures stratégiques, une priorité nationale

L'Algérie veut mener une véritable révolution agraire et développer une agriculture moderne et diversifiée pour répondre aux exigences du marché et assurer sa sécurité alimentaire et renforcer sa souveraineté alimentaire. C'est un défi national à relever, notamment, en ces temps d'incertitude économique au niveau mondial.

Les autorités sont aujourd'hui conscientes de l'urgence et de la nécessité de remodeler l'agriculture nationale à travers le renforcement de l'investissement agricole et encourager l'émergence de l'exploitation agricole industrielle. D'où l'impératif de restructurer les exploitations agricoles existantes pour les transformer en grandes exploitations agricoles industrielles modernes et plus rentables.

«Aujourd'hui, la tendance est tournée vers l'investissement et la transformation agricole», a indiqué, hier, sur les ondes de la Radio nationale, le directeur général (DG) du Bureau National d'Etudes pour le Développement Rural (Bneder), Khaled Ben Mohamed, soulignant l'importance du troisième recensement général agricole qui sera lancé au mois d'octobre prochain dans la mise en œuvre de la politique du secteur.

«La profondeur territoriale de l'Algérie nous offre l'opportunité d'engager la nouvelle vision d'exploiter les grands espaces pour asseoir une agriculture à grande échelle, et de type industriel», a-t-il précisé, mettant en avant l'importance de restructurer les petites et moyennes exploitations agricoles et de faciliter l'accès au foncier agricole en vue de construire de véritables exploitations industrielles, indispensables pour relever le défi de la sécurité alimentaire.

Les investisseurs nationaux et même étrangers sont invités à investir dans les cultures stratégiques. L'Algérie s'efforce depuis des années de trouver des solutions aux problèmes d'irrigation qui se sont aggravés, ces dernières années, à cause du manque de pluviométrie et de la sécheresse qui menacent le rendement des filières agricoles, notamment, céréalières.

«Nous vivons un retour des séquences de sécheresse qui ressemble à celui des années 1993-



■ Pour augmenter le volume de production agricole, il est primordial de restructurer les exploitations agricoles à travers le territoire national et encourager le développement de l'agriculture saharienne. (Photo: DR)

2021. Actuellement nous sommes à notre deuxième année de creux de la vague», a-t-il déploré, relevant la nécessité d'un nouveau recensement général de l'agriculture afin d'identifier «le

La nouvelle ville de Hassi-Messaoud

La nécessité de donner un nouveau souffle aux projets restants

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a insisté avant-hier sur la nécessité de donner un nouveau souffle aux projets restants à réaliser dans la nouvelle ville de Hassi-Messaoud (80 km au Nord d'Ouargla). S'exprimant en marge d'une présentation faite à la délégation ministérielle sur la nouvelle ville à la base de vie de l'Entreprise nationale Cosider, le ministre a insisté également d'en assurer le suivi des travaux sur le terrain et le respect de la qualité des travaux.

Il a, à ce titre, mis l'accent sur l'importance d'accorder davantage d'intérêt à la réalisation de la nouvelle ville de Hassi-Messaoud qui figure, selon lui, parmi les projets stratégiques du pays et dont le rythme imprégné aux travaux est «très lent», selon les services de la wilaya.

Après avoir écouté un exposé sur la situation actuelle des travaux d'aménagement et de réalisation des VRD (voirie et réseau divers), M. Belaribi a instruit les responsables locaux du secteur de l'habitat à assurer le suivi des chantiers et respecter la qualité des travaux de réalisation des logements et équipements publics.

Ainsi, au titre de sa visite de travail et d'inspection à la wilaya, le ministre a procédé à la pose de la première pierre d'un projet de 2.400 logements publics locatifs (LPL) au niveau du quartier Bamendil (périphérie d'Ouargla). Il a indiqué à cette occasion, que la wilaya d'Ouargla a bénéficié pour la première fois depuis l'indépendance d'un quota de logements similaires, précisant que son département ministériel s'attelle à garantir le suivi des travaux de construction, la qualité de la réalisation et la livraison du projet.

A noter que le projet de la ville nouvelle de Hassi Messaoud se compose de quatre quartiers résidentiels totalisant plus de 20.500 logements, dont 10.299 logements collectifs, 3.658 semi-collectifs, 3.854 individuels et 2.773 mixtes pour une population de 90.000 habitants. La ville englobe également des pôles d'emploi et d'activités diverses, avec des projections de 40.000 postes de travail, 18% d'activités logistiques et 56% d'activités industrielles.

Afin de lutter contre les aléas désertiques et les risques d'ensablement, la ville est ceinturée d'une bande verte longue de 6 kilomètres, et d'une largeur de 500 mètres. Cette bande est conçue pour protéger la ville des vents chauds et minimiser les risques d'ensablement. Établie sur une superficie de 7.000 ha, le projet vise la création d'un nouveau centre urbain de développement dans le Sud-Est de l'Algérie pour accueillir la population de la ville existante, dans une zone soumise à des risques géologiques et environnementaux résultant de la forte exploration pétrolière.

Manel Z

REPÈRE

Sonatrach

Signature d'un contrat de fusion-absorption de "Safir" par "Sarpi"

Un contrat de fusion-absorption de la société «SAFIR Spa» par la société «SARPI Spa», filiales de Sonatrach, visant notamment la mise en synergie des ressources par le regroupement de leurs activités, a été signé jeudi dernier, a indiqué dimanche le groupe dans un communiqué. Le contrat, qui entre dans le cadre de la reconfiguration du portefeuille national de Sonatrach, a été signé au siège du Holding Sonatrach services parapétroliers (SSPP), en présence du Directeur Corporate Affairs, des Présidents-directeurs généraux des Holdings, des filiales et des cadres dirigeants des sociétés concernées, a précisé la même source. Cette opération de fusion vise essentiellement «la mise en synergie des ressources humaines, financières, matérielles et managériales, par le regroupement des activités des deux sociétés (absorbante et absorbée), l'allocation et l'utilisation rationnelle et optimale des potentiels existants», a expliqué le communiqué. Elle vise également «la disposition d'une entreprise d'Engineering, Procurement et Construction (EPC), en regroupant les savoir-faire de "SAFIR Spa" et "SARPI Spa", notamment dans le domaine de l'engineering, l'assurance d'une meilleure prise en charge de la réalisation en EPC des projets du Groupe et la saisie de nouvelles opportunités d'affaires, en conséquence de la synergie résultant de cette opération de fusion», a fait savoir le Groupe national des Hydrocarbures. Lors de cette cérémonie, il a été précisé que cette opération de fusion par absorption «n'aura aucun impact sur les acquis professionnels des employés de la société absorbée "SAFIR Spa"», souligne le communi-

ment agricole, notamment, dans la construction d'unité de transformation au niveau des exploitations», a-t-il indiqué précisant que «les textes réglementent les niveaux de construction, justement pour encourager les investisseurs à ne pas dépasser les seuils de construction, mais à acquérir plus de foncier agricole pour renforcer leurs investissements». «Le nouveau recensement apportera les réponses attendues en termes de visibilité sur la structure agraire du pays», selon lui.

Samira Takharboucht

Voir sur Internet www.inr.dz.com

Situation en Palestine

Les parlementaires de l'OCI se mobilisent

Une réunion extraordinaire s'est tenue hier matin, en visioconférence, entre la troïka et la commission de Palestine, à l'initiative du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, en sa qualité de président de l'Union des Assemblées des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Cette réunion a été motivée par «la situation d'urgence que connaît la Palestine, notamment les dernières attaques de l'entité sioniste sur la Mosquée Al Aqsa», a expliqué un communiqué de l'APN.

«Brahim Boughali a eu des entretiens téléphoniques avec quelques présidents d'assemblées membres à l'OCI y compris les membres de la troïka», a ajouté le communiqué.

Le président de la Chambre basse du Parlement a «mis l'accent sur la nécessité d'examiner ces violations dangereuses et leur impact sur la sacralité des lieux Saints ainsi que le droit des musulmans à accomplir leurs devoirs religieux en ce mois sacré.



■ Environ 1.400 colons sionistes ont pris d'assaut, par groupes, la mosquée Al-Aqsa dès les premières heures, sous la protection de la police israélienne. (Photo : D.R)

Cette situation nécessite l'organisation d'une réunion extraordinaire pour la prise des décisions et des recommandations adéquates».

L'OCI est la deuxième plus grande organisation après les Nations unies avec 57 Etats membres éparpillés dans 4 continents. La situation actuelle dans l'Etat de Palestine occupé qui assiste à des exactions et à des agressions, notamment en Cisjordanie, et à la profanation de la mosquée Al Aqsa, une provocation flagrante à l'égard d'un milliard et demi de musulmans en ce mois sacré, a

été évoquée, dimanche, par le Président Abdelmadjid Tebboune et le Président iranien, Ebrahim Raïssi qui l'a appelé au téléphone. Les forces d'occupation israéliennes maintiennent le déploiement de leurs unités spéciales sur l'Esplanade d'Al-Aqsa et à ses portes, en vue de sécuriser les incursions des colons sionistes. Ainsi, hier, lundi, environ 1.400 colons sionistes ont pris d'assaut, par groupes, la mosquée Al-Aqsa dès les premières heures, sous la protection de la police israélienne, et ont multiplié leurs provocations sur l'Esplanade. Le Waqf is-

lamique, l'autorité jordanienne chargée des affaires de la Mosquée, a déclaré que des groupes de colons sionistes ont pénétré dans l'enceinte de la mosquée sous prétexte de célébrer la fête juive de la Pâque. Dans le même temps, la police israélienne a imposé des restrictions à l'entrée des Palestiniens à la Mosquée Al-Aqsa pour les empêcher d'accomplir la prière de l'aube. Dimanche, des centaines de colons sionistes ont envahi l'Esplanade de la mosquée d'Al-Aqsa, sous haute surveillance de la police de l'occupation, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Selon la même source, les forces d'occupation sioniste ont mis en place, dès la matinée de dimanche, de nombreux points de contrôle autour de la vieille ville d'El Qods pour assurer l'accès des colons sionistes à l'entrée et à la sortie de la Mosquée, alors que de nombreux fidèles musulmans palestiniens ont été agressés et harcelés par la police sioniste qui leur a refusé l'entrée dans le lieu saint.

De nombreux fidèles qui étaient restés à l'intérieur de la mosquée pour prier pendant les heures tardives de la nuit ont également été expulsés de force du lieu saint par la police sioniste.

Pour rappel, les forces d'occupation sionistes ont envahi l'enceinte de la Mosquée Al-Aqsa le 5 avril, provoquant des affrontements au cours desquels des dizaines de Palestiniens ont été blessés.

Lakhdar A.

BRÈVE

(LAAD-2023)

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha effectue une visite officielle au Brésil

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a entamé, lundi, une visite officielle au Brésil pour prendre part, en qualité de représentant du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à la 13^e édition de l'exposition de la Défense et de la Sécurité (LAAD-2023), prévue à Rio De Janeiro du 11 au 14 avril, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Sur invitation du Major-Brigadier Rui Chagas Mesquita, Secrétaire des Produits de la Défense brésilienne, Monsieur le Général d'Armée Chanegriha Saïd, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle, à partir d'aujourd'hui 10 avril 2023, en République fédérative du Brésil, pour prendre part, en qualité de représentant de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à la 13^e édition de l'exposition de la Défense et de la Sécurité (LAAD-2023), organisée à Rio De Janeiro du 11 au 14 avril 2023», précise le communiqué.

Selon la même source, «cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Armée nationale populaire et les Forces armées brésiéliennes, permettra également aux deux parties d'examiner les questions d'intérêt commun».

Agence

La revue El-Djeïch

Eloge de la jeunesse et du Service national

Dans son dernier numéro, la revue El-Djeïch a fait un remarquable éloge de la jeunesse algérienne en évoquant la participation des éléments du Service national, encadrés par les officiers de l'Armée nationale populaire (ANP), à la réalisation de «grands projets stratégiques, à l'instar du Barrage vert, la route de l'Unité africaine et différentes infrastructures».

C'est la preuve de «l'énorme travail accompli dans de nombreux secteurs par la jeunesse du Service national qui y a grandement contribué dans différentes wilayas du pays», explique El Djeïch dans son éditorial, sous le titre : «Service national, source d'inspiration des générations».

Depuis son institutionnalisation, il y a 55 ans, «le Service national a été et reste une école de formation des hommes, permettant à des millions de jeunes Algériens des générations de l'indépendance de participer à la marche du pays en les préparant continuellement à contribuer à la défense du territoire national, chaque fois que nécessaire», souligne la revue.

«Une jeunesse qui a apporté sa pierre à la défense de la souveraineté nationale et à la préservation de l'intégrité territoriale, tout comme elle a été aux côtés de toutes les autres composantes de l'Armée nationale populaire pour faire barrage au terrorisme barbare, dont les menées menaçaient les fondements de l'Etat, voire son existence», note la même source.

La publication affirme qu'il est «certain que la jeunesse d'aujourd'hui, qui constitue la majeure partie du peuple algérien, confiante de ses capacités, ses qualifications et ses compétences, relèvera haut le plafond de ses ambitions, à la lumière des grands défis imposés par le monde actuel, en joignant sa détermination à la volonté qui anime le peuple algérien de faire en sorte que, dans un proche avenir, notre pays occupe la place qui lui sied dans le concert des nations».

«Au moment où l'Algérie enregistre, avec des pas sûrs et fermes, des progrès dans le processus d'édification de la nouvelle Algérie avec la contribution

de ses filles et de ses fils, il ne fait pas de doute que la jeunesse algérienne, qui avait surmonté toutes les difficultés, réussira aujourd'hui, tout comme son aînée, à remporter ce nouveau combat, aussi gigantesque soit-il», conclut l'édito d'El Djeïch.

En ce sens, El Djeïch observe que «la jeunesse algérienne d'aujourd'hui, armée de sciences, de savoir et de professionnalisme, est en mesure de relever à nouveau le défi, inspirée par les hauts faits de la jeunesse qui a déclenché une des plus grandes révolutions du 20^{ème} siècle et celle de l'indépendance qui, en plus de contribuer à la préservation de l'intégrité du territoire national, a œuvré, avec une volonté et une détermination sans faille, à redorer l'image réelle de l'Algérie et à effacer les séquelles du douloureux passé colonial».

Pour rappel, la durée légale du Service national est fixée à 12 mois. Ces douze mois de Service national sont comptés pour sa durée effective dans le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement et la retraite.

L. A.

SONATRACH ET SONELGAZ

Factures impayées de gaz et d'électricité

Les explications de la STEG tunisienne

La Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) et par la voie de son directeur tunisien Mounir Ghabri, a réaffirmé avant-hier ses engagements à respecter les délais des paiements de gaz et de l'électricité fournis par ses partenaires algériens, la société algérienne Sonelgaz et la compagnie nationale Sonatrach. En effet, en réaction aux informations qui ont été publiées durant ces derniers jours par la presse tunisienne, notamment par certains sites électroniques, et selon lesquelles la compagnie algérienne Sonatrach aurait demandé à la partie tunisienne, en l'occurrence la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG), d'honorer ses impayés accumulés, le directeur tunisien a déclaré l'engagement de la Tunisie à payer ses partenaires algériens. Dans une déclaration faite avant-hier à l'agence presse tunisienne (TAP), Mounir Gharbi, directeur tunisien de la coopération et de la communication au sein de la STEG, a indiqué que «la Société tunisienne de l'électricité et du gaz tient toujours ses engagements dans le cadre des accords d'échange d'énergie avec ses partenaires algériens». Le même responsable tunisien a affirmé également que le remboursement des factures impayées à la compagnie nationale Sonatrach des factures impayées, se fera dans les délais prescrits à l'avance, voire dans le cadre des accords d'échange d'énergie signés entre l'Algérie et la Tunisie. Le directeur de la société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) a également précisé que «toutes les factures de la STEG auprès de la Sonatrach sont payées dans les délais, conformément aux accords entre les deux parties», soulignant que les relations avec les entreprises algériennes sont très solides et remontent à plusieurs années et que les partenaires algériens sont indispensables pour la Tunisie.

Concernant l'électricité, le représentant de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz a réaffirmé la détermination de la STEG à respecter ses engagements avec la société algérienne Sonelgaz, «société à laquelle elle vient de payer», dira le responsable tunisien, «le 7 avril 2023, une première facture d'un montant de 15 millions d'euros, soit l'équivalent de 50 millions de dinars», confirme-t-il à la presse tunisienne, tout en ajoutant qu'«elle tient à rembourser le reste des factures dans le cadre d'accords entre les deux parties». Cet éclairage de la partie tunisienne, faut-il le rappeler, intervient suite à des informations relayées par certains sites électroniques, selon lesquelles, la Société tunisienne de l'électricité et du gaz STEG aurait informé le gouvernement que les autorités algériennes ont officiellement exigé le remboursement de la facture de gaz de la Tunisie auprès de la Sonatrach, et que la Société aurait sollicité le gouvernement à intervenir pour trouver des solutions rapides pour payer sa facture auprès de la société algérienne Sonatrach.

S. A.

Suspendu en raison du Covid-19 :

Le «repas collectif annuel» revient à la place Audin

La mairie du Grand-Alger et sous le patronage de la wilaya d'Alger et la participation de plusieurs associations a organisé un repas collectif (Iftar Jamaï) au niveau de la place Audin.

Près de 2.700 personnes se sont rassemblés autour d'une grande et longue table installée sur la route. Des jeûneurs et des non-jeûneurs dont des étrangers ont partagé ce repas tout en écoutant de la musique traditionnelle algérienne.

En plus du repas, plusieurs jeux, spectacles et activités culturelles pour les familles et les enfants au niveau de la place Audin à proximité de la Grande-Poste d'Alger. Quelques heures avant la rupture du jeûne, les centaines de personnes ont pris place autour de cette immense table. Des hommes, des femmes et des familles entières, des étudiants et des artistes qui ont participé à ce repas grandiose, dans une ambiance festive et enthousiaste. Il y avait également des touristes et plusieurs étrangers qui ont rejoint la table et ont partagé le repas offert par la mairie du Grand-Alger.

Prenant la parole devant la presse, la maire du grand Alger Mme. Benghalia Mahdia a déclaré que cette initiative a pour but de rassembler les citoyens autour de la même table et leur permettre de partager des moments de joie, de piété et de gaieté entre les membres des différentes franges de la société.

La maire de la ville du grand Alger n'a pas manqué d'exprimer sa satisfaction de l'adhésion de toutes les franges de la société civile pour cette initiative. Pour mieux servir leurs invités, la mairie d'Alger-Centre a mobilisé des dizaines de travailleurs de l'Assemblée populaire communale ainsi que des membres des associations et des volontaires.

Pour ne pas trop laisser attendre les participants à ce repas et vu le nombre important des invités,



Après le repas, des dizaines d'hommes et de femmes ont profité pour s'adonner à des danses sur la chaussée au rythme des chansons chaâbi. (Photo : DR)

des milliers d'assiettes, cuillères, fourchettes, boissons, verres, pain, grosses marmites de cuisson et des serviettes jetables ont été déposés dans des chapiteaux installés sur les trottoirs.

Plusieurs policiers en civil et des patrouilles ont été mobilisés pour assurer la sécurité des personnes qui avaient participé à cet événement. Ainsi, la ville d'Alger a renoué à cette magnifique tradition qui a été suspendue en raison de la pandémie du Covid-19. Après le repas, les convives ont dansé au rythme de la musique et les chants traditionnels diffusés par des hauts-parleurs sur la place Audin située en plein centre-ville d'Alger. S'exprimant à la fin du repas, les personnes qui avaient participé à ce magnifique dîner n'ont pas manqué de remercier la mairie du Grand-Alger.

«Nous tenons à remercier vivement l'APC, la wilaya d'Alger et l'ensemble des associations qui ont organisé ce repas. Merci à tous pour le repas et surtout pour la bonne organisation et l'accueil chaleureux qui a été réservé aux milliers de citoyens venus spécialement partager ces moments inoubliables».

Nous avons donné ici, les déclarations de plusieurs hommes et femmes qui avaient pris part à ce repas ramadhanesque.

El Hachemi Guerouabi est «revenu» à la place Audin

Les invités de ce repas grandiose ont été accompagnés par les chants du grand artiste El-

Hachemi Guerouabi qui, à travers ses magnifiques chansons, chaâbi a fait son retour à la place Audin au grand bonheur des présents. Cet état de fait a permis aux milliers des personnes présentes et aux citoyens d'écouter de la belle musique algéroise.

Ainsi, les pensées des milliers de convives se sont envolées vers le grand chanteur de chaâbi, le maestro El-Hachemi Guerouabi, qui nous a quitté un certain 17 juillet 2006. Les invités de cette soirée se sont régalés des chants de feu El Hachemi Guerouabi diffusés par les hauts-parleurs sur la place Audin en plein centre-ville d'Alger. Même après le repas, des dizaines d'hommes et de femmes, de jeunes et de moins jeunes ont profité pour s'adonner à des danses sur la chaussée au rythme des chansons chaâbi.

El Hachemi Guerouabi est né d'un père originaire de Sour El-Ghozlane et d'une mère originaire de Tizi Ouzou.

Il grandit dans le quartier populaire de Belcourt (Alger). Passionné de football, il joua sa dernière saison de footballeur en 1951-52 sous les couleurs de la Redoute AC en tant qu'ailier droit. Mais, déjà, il s'intéresse particulièrement à la musique au début des années 1950. Ses références sont Hadj M'Rizek et Mohamed Zerbout. Au music-hall El Arbi, il obtient deux prix, puis il rejoint l'opéra d'Alger en 1953 et 1954 où il chante Magrounet Lehwahjeb.

El Hachemi Guerouabi se distin-

guait, en effet, par une voix toute singulière, une voix profonde, d'une rare intensité affective qui a fait de lui un chanteur au style inimitable, une voix suave, enchanteresse, devenue le symbole de tout un style, appelé «hachmaoui».

Satisfaction de la majorité et des regrettables tentatives d'incitation à la haine et aux désordres.

Si la majorité des Algériens se sont réjouis de cette initiative de la mairie d'Alger et des autorités locales de la wilaya, cet événement n'a pas été du goût d'une minorité de personnes qui, par le biais des réseaux sociaux, ont tenté vainement à manipuler les citoyens, les incitant à condamner ce rassemblement qu'ils jugent contraire à l'islam. Ces derniers, dont la majorité est issu d'un mouvement radicaliste qui a été dissous dans les années 1990, ont posté des vidéos sur des pages Facebook, TikTok, incitant les citoyens à se mobiliser pour interdire ce genre de rencontre.

«Nous avons conseillé aux organisateurs d'annuler ce rassemblement qui est illicite car il y avait un mélange de masculin et de féminin avec la diffusion de la musique.

Nous sommes un pays musulman et le mélange de femmes et de masculin est interdit par l'islam, il est de même pour la musique, «La Yajouzzzzzzz», a déclaré un individu sur une vidéo posté sur une page Facebook. Ce dernier n'a pas manqué de lancer des «Douaa» à travers lesquels, il invoqua le Bon Dieu de châtier les organisateurs et les participants à ce dîner qu'ils jugent contraire aux valeurs de l'islam.

Des vidéos similaires ont été partagées sur plusieurs pages des réseaux sociaux, chose qui a profité à des dizaines d'internautes appartenant à des milieux islamistes de tirer à boulets rouges sur les organisateurs et sur les participants à ce dîner collectif.

Moncef Redha

PRODUITS AGRICOLES

Oignon

3.000 tonnes seront déstockées cette semaine

Alors que beaucoup de personnes avaient tablé sur une baisse des prix, dès la deuxième semaine du mois sacré, on constate que la réalité est toute autre. Les prix de certains produits agricoles ne cessent de grimper, dont l'oignon qui frôle les 300 DA/kg. Il y a un mois, le kilo d'oignons était vendu à 200 dinars et à 60 dinars l'année passée. Maintenant, il a atteint les 400 dinars/kg dans certaines régions du pays. Une hausse qui grève le pouvoir d'achat des petites et moyennes bourses. Pour les raisons de cette flambée du prix de ce bulbe, l'on évoque la spéculation, la faiblesse de la production, les réticences des agriculteurs à planter l'oignon à cause des pertes qu'ils ont subies suite à une surproduction l'année dernière, ainsi qu'à la hausse de la demande durant le mois de Ramadhan, coïncidant avec la fin de la saison. Il y en a qui disent ainsi que la hausse des prix de ce produit revient aux récoltes limitées cette année en raison de la sécheresse qui frappe notre pays depuis plus de quatre ans. Le manque d'eau qui a menacé déjà la récolte des céréales cette année pourrait également maintenir les prix de l'oignon à la hausse pour longtemps.

Afin de mener en baisse les prix, le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Ahmed Mokrania a fait savoir lors de son intervention sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale que 3.000 tonnes d'oignons seront déstockées cette semaine. Cette opération coïncidera avec l'entrée sur le marché de la récolte de l'oignon vert, a indiqué le responsable du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, qui prévoit une baisse «sensible» du prix de l'oignon.

«Concernant les produits agricoles, au ministère du Commerce, on intervient dans la limite de nos prérogatives», a-t-il déclaré. Selon lui, tous les entrepôts et chambres froides gérés par le ministère du Commerce ont été vidés des différents produits stockés. «Au niveau central, nous disposons d'une carte nationale de tous les produits déstockés périodiquement par ces entrepôts, qui sont sous le contrôle du ministère du Commerce», a-t-il expliqué, en ajoutant que «nous connaissons également les quantités en stock». «A l'exemple de l'oignon, il reste 3.000 tonnes au niveau des entrepôts qui seront déstockées cette semaine», a-t-il fait savoir, en indiquant que cette opération coïncidera avec l'entrée sur le marché de l'oignon vert. «Nous prévoyons une baisse sensible des prix de ces produits», a-t-il dit. Pour ce qui est de la régulation de ces produits agricoles, M. Mokrania a rappelé que c'est une prérogative du secteur de l'Agriculture.

«A travers une évaluation de la situation, nous pensons qu'il faut revoir le Syrpalac (système de régulation des produits agricoles de large consommation)», a-t-il préconisé.

Manel Z.

En décidant de baisser les coûts des aliments de bétails

L'ONAB promet des prix «abordables» des viandes

Dans une déclaration faite avant-hier à l'APS, le Président-directeur général de l'Office national des aliments du bétail (Onab), Abdellah El Hadj Abdellah, a promis une réduction abordable des prix des viandes sur le marché national à moyen terme, suite à une décision prise par l'Onab qui consiste à faire baisser les coûts des aliments pour bétails, avicole, ovine et bovine, commercialisés au niveau de ses unités éparpillées sur le territoire national.

«C'est une décision qui devrait contribuer à la réduction des prix des viandes sur le marché national à moyen terme, du fait que l'aliment représente en moyenne 70% des charges de production animale», dira avec précision le P-dg de l'Onab Nutrition, Abdellah El Hadj Abdellah.

«La baisse des prix des aliments pour bétails qui a concerné toutes les filières confondues à savoir : avicole, ovine et bovine, aura inéluctablement un impact sur le prix des viandes», a assuré le responsable de l'Onab Nutrition.

Abdellah El Hadj Abdellah a estimé que cette baisse des coûts devrait profiter, «à moyen terme», au consommateur final en lui permettant d'acheter et de s'approvisionner des différentes viandes à des prix «abordables», explique-t-il lors de son intervention avant-hier à l'APS. «Si l'élément de base de la production diminue, logiquement les prix des viandes devaient baisser», estime le même responsable.

Selon le P-dg de l'Onab, «la priorité majeure des pouvoirs publics pour le Ramadhan 2023 était d'assurer la disponibilité permanente des viandes, ces produits stratégiques, sur les étales des grandes surfaces et au niveau des boucheries, afin de couvrir régulièrement les besoins du marché national en aliment de bétail qui sont estimés à 6 millions de tonnes par an», confie-t-il à l'APS.

Abdellah El Hadj Abdellah a rappelé et relevé en même temps, dans ce sillage, la forte volatilité des cours des matières premières agricoles sur le marché mondial après la crise

sanitaire du coronavirus.

«Les prix sont passés du simple au double à partir de 2021, notamment le prix du soja qui a grimpé à 670 dollars la tonne alors qu'il n'excédait pas les 345 dollars/tonne avant la crise sanitaire», a rappelé le P-dg de l'ONAB. D'autre part, ce dernier a déclaré que l'Office national en tant que groupe public, «ne cherche pas à avoir le monopole sur les importations du maïs et du soja mais œuvre plutôt à la régulation et au réajustement du marché national en ces produits stratégiques, car il y va de la sécurité alimentaire du pays», a souligné El Hadj Abdellah. Déclarant que l'ONAB dispose de 21 usines de production de l'aliment de bétail sur le territoire national, le premier manager de l'Office national des aliments du bétail a précisé que l'ONAB couvre 50% des besoins du marché local, tandis que la couverture restante est partagée par près de 22 opérateurs privés qui importent les aliments du bétail.

S. Abi

INFO EXPRESS

Blida

Le mouvement associatif s'implique dans les actions de solidarité

Depuis le début du mois de Ramadhan, associations et établissements caritatifs de la wilaya de Blida se sont lancés dans une véritable compétition, dont l'enjeu n'est autre que le soutien des efforts de l'Etat visant la prise en charge des catégories nécessiteuses de la population, mais aussi des personnes de passage et des ouvriers des chantiers de construction vivant loin de leur famille. Comme à chaque Ramadhan, les associations et établissements caritatifs de la wilaya se mobilisent dans des opérations de solidarité tous azimuts, visant notamment la distribution de colis alimentaires et l'organisation de tables de l'iftar (rupture du jeûne), outre la livraison de plats chauds aux domiciles de familles à faible revenu se trouvant dans l'impossibilité de se déplacer vers ces restaurants. Le Croissant-rouge algérien (CRA) figure en tête de liste de ces établissements pionniers de l'action caritative. Durant ce mois de Ramadhan, il a procédé à l'ouverture de sept restaurants de l'iftar, à travers la wilaya. Il s'agit notamment de deux restaurants, le premier réservé aux familles nécessiteuses à la cité Deriouche de Bouaïrfa, et le deuxième à la nouvelle-ville de Bouinane, dédié à la distribution de repas aux ouvriers des chantiers de construction vivant loin de leur famille, selon les explications du commissaire de wilaya du CRA, Abdelkrim Berkak. Il a signalé la mobilisation au niveau de ces restaurants de 158 jeunes scouts, pour la distribution de 1.200 plats chauds/jour, en plus d'un grand nombre de jeunes bénévoles qui contribuent au succès de cette action caritative. Parallèlement à ces restaurants, le CRA a procédé à la distribution de 800 colis alimentaires depuis le début du mois sacré à jeudi dernier, et l'opération se poursuivra jusqu'à la fin du mois sacré. La section locale du CRA a pris part à cet élan de solidarité en élaborant un plan d'action pour l'ouverture de restaurants de l'iftar et la distribution de colis alimentaires, en plus de partager l'iftar avec des personnes contraintes à vivre éloignées de leur famille, dont celles du foyer pour personnes sans abris des hauteurs de Chréa, a signalé le secrétaire du bureau de wilaya, Tahar Lahreche. ■

LG Electronics Algérie

Lancement de sa boutique en ligne LG Virtual Brandshop

LG Electronics Algérie révolutionne l'expérience d'achat en lançant sa nouvelle boutique en ligne LG Virtual Brandshop, une plate-forme qui permet aux clients la possibilité de découvrir toute la gamme de produits LG en un seul clic, de manière pratique et accessible sur tous les appareils.



Cette boutique virtuelle offre une expérience en totale immersion grâce à sa fonction de réalité virtuelle, permettant aux clients de se projeter dans l'utilisation du produit. Les LG Virtual Brandshop sont les boutiques en ligne de distributeurs LG agréés et fiables, proposant ainsi une large gamme de produits LG, accompagné de conseils d'experts et de profession-

nels. Ce showroom virtuel est le lieu idéal pour découvrir les dernières innovations de la marque, notamment des téléviseurs, des réfrigérateurs, des lave-linge et d'autres produits électroniques innovants. De plus, le showroom virtuel de LG facilite l'accès aux boutiques physiques, en localisant le showroom LG le plus proche. Les clients peuvent ainsi trouver, com-

parer facilement et rapidement les produits avec toutes leurs informations et caractéristiques disponibles. Les boutiques des distributeurs agréés LG Brandshop sont réparties dans plusieurs villes et régions en Algérie, avec des emplacements pratiques pour les clients. Les boutiques ont toutes une équipe de vente compétente et professionnelle qui est prête à répondre aux

questions des clients afin de les aider à trouver le produit LG qui correspond le mieux à leurs besoins. LG Electronics Algérie continue de s'engager à offrir une expérience d'achat la plus optimale, et exceptionnelle à ses clients en Algérie. La LG Virtual Brandshop et les boutiques LG Brandshop agréées sont la preuve de cet engagement. ■

Ramadhan à Lille

Sur le réseau social Telegram, des activistes d'extrême droite préparaient une action contre les musulmans

Sur une chaîne du réseau social Telegram au nom évocateur « FR DETER Nord (59) », des messages de militants d'extrême droite évoquaient une action « contre la rupture du jeûne du Ramadan » dans le quartier populaire de Wazemmes. Un remarquable travail d'infiltration de groupuscules d'extrême droite par plusieurs membres du service Tajmaât, qui se présente comme une « plateforme collaborative pour la diaspora maghrébine », a sans doute permis de déjouer un projet de ratonnade dans un quartier populaire de Lille en marge du Ramadan. A côté de cela, ce sont aussi plusieurs chaînes « néonazies » sur le ré-

seau social Telegram, relayant des appels au meurtre, des menaces de mort contre un élu ou des ratonnades, qui ont été dévoilées. Son enquête au long cours sur le groupuscule d'extrême droite « FRDETER », Tajmaât l'a publiée sous la forme d'un thread sur Twitter. Et les faits qui y sont dénoncés font froid dans le dos. A tel point que lundi, le ministre de l'Intérieur lui-même, Gérald Darmanin, a demandé au réseau social de fermer les boucles en question. Rassemblant les identitaires de toute la France, le groupuscule « FRDETER » compte aussi des ramifications au niveau des départements. C'est dans celui du Nord que Ta-

jmaât a repéré une discussion plus inquiétante que les autres. Le premier message était posté sous la forme d'un sondage auquel il fallait répondre « oui » ou « sans moi ». La question est sans équivoque : « Qui de disponible le 13 avril (19 heures) à Lille contre la rupture du jeûne du ramadan ? (minimum 50 personnes) ». En lisant les commentaires, on comprend qu'il ne s'agit pas d'organiser une simple manifestation, notamment en raison du dress code « entièrement noir » et de la volonté de certains de porter des gilets pare-balles. On y apprend aussi que c'est à Wazemmes, un quartier populaire de Lille, que l'attaque devait avoir lieu. ■

INFO EXPRESS

« Tadj El Coran »

Mobilis sponsor officiel du grand concours national de récitation du Coran

ATM Mobilis, parraine durant le mois de Ramadhan, la 12^e édition du grand concours télévisé pour la récitation du Coran : « Tadj El Coran ». Devenue une noble tradition de récitation du saint Coran, cette compétition organisée et réalisée par la chaîne coranique de la Télévision algérienne, connaîtra la participation des meilleurs candidats venus des différentes régions du pays. L'épreuve des castings, qui a connu la participation d'une centaine de prétendants, s'est achevée par la sélection de vingt-quatre (24) candidats, douze (12) pour la catégorie féminine et douze (12) pour la catégorie masculine. ■

Anniversaire

Algérie Télécom célèbre ses 20 ans d'activités

L'opérateur public de télécommunications Algérie Télécom (AT) a célébré, dimanche, ses 20 ans d'activités comme acteur majeur des télécommunications en Algérie, tout en renouvelant son engagement à remplir pleinement sa mission d'entreprise citoyenne, indiqué AT dans un communiqué. Depuis sa création, l'entreprise a su s'adapter aux évolutions technologiques pour proposer des offres et solutions toujours plus innovantes, tout en restant fidèle à sa mission première : connecter l'ensemble des Algériens, où qu'ils soient, en plus de remplir pleinement sa mission d'entreprise citoyenne, a-t-on fait savoir. A ce jour, Algérie Télécom est présente sur l'ensemble du territoire algérien, avec un réseau étoffé, comptant ainsi des millions d'abonnés à travers le pays. En cette occasion, l'entreprise « remercie chaleureusement ses clients et ses partenaires, pour leur confiance et leur renouveau son engagement à continuer à fournir des services et des solutions de qualité et à répondre pleinement à leurs besoins », lit-on dans le document. Ainsi, Algérie Télécom tient, à « rendre hommage à tous ses employés, actifs ou retraités, qui ont contribué au fil de ces années, à faire de l'entreprise un leader tant sur le plan technologique qu'économique ». Pour marquer cet important évènement, l'entreprise lance un logo spécial et une campagne de communication. Ledit logo symbolise les 20 ans d'activités d'AT à travers le chiffre 20 inspiré du symbole « infini », bien connu de sa marque « doorm ». ■

Tchad

Berlin réagit à l'expulsion de son ambassadeur

Le ministère allemand des Affaires étrangères estime que les raisons de cette expulsion ne sont « absolument pas compréhensibles ». Jan Christian Gordon Kricke était en poste depuis juillet 2021. Le gouvernement tchadien a annoncé que l'ambassadeur d'Allemagne au Tchad allait être expulsé dans un délai de 48 heures pour « attitude discourtoise » et « non-respect des usages diplomatiques ». Le gouvernement « prie SEM (Son Excellence Monsieur) Jan Christian Gordon Kricke, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la

République fédérale d'Allemagne, de quitter le territoire tchadien dans un délai de 48h », a indiqué le porte-parole du gouvernement Aziz Mahamat Saleh, dans un communiqué. Les autorités n'ont pas donné de détails sur les faits qu'elles lui reprochent. « Les raisons pour lesquelles le gouvernement du Tchad a déclaré notre Ambassadeur à N'Djamena persona non grata ne sont absolument pas compréhensibles. Nous sommes en contact à ce sujet avec le gouvernement du Tchad », a indiqué une source au ministère allemand des Affaires étrangères. Ambas-

sadeur au Tchad depuis juillet 2021, Jan-Christian Gordon Kricke avait occupé des fonctions similaires au Niger, en Angola et aux Philippines. Il a également été représentant spécial de l'Allemagne pour le Sahel. L'ambassade d'Allemagne s'était jointe à celle de France, d'Espagne et des Pays-Bas notamment, ainsi que de l'UE, pour dire sa « préoccupation » après la prolongation de la transition et la possibilité pour Mahamat Déby Itno de briguer la présidence, alors que celui-ci avait promis aux Tchadiens et à la communauté internationale, lors de son arri-

vée au pouvoir en avril 2021 à l'annonce de la mort de son père, Idriss Déby Itno, de rendre le pouvoir aux civils par des « élections libres et démocratiques », et de ne pas briguer la présidence. Une source gouvernementale a affirmé sous couvert d'anonymat que les autorités reprochaient notamment au diplomate de « trop s'immiscer » dans la « gouvernance du pays », ainsi que « des propos tendant à diviser les Tchadiens ». Jan-Christian Gordon Kricke avait reçu plusieurs « rappels à l'ordre », a assuré la même source. ■

Maroc

Manifestations contre la cherté de la vie

À Casablanca, plus d'une soixantaine de personnes ont manifesté leur «ras-le-bol» contre la cherté de la vie, à la place Sraghna dans un quartier populaire de la mégapole, ont rapporté des médias.

«Je n'en peux plus, la vie est devenue pénible à cause de la hausse des prix», a confié Fouad, 21 ans, qui a pris part à la manifestation à l'appel du Front social, une coalition de partis de gauche et de syndicats. «Je sens que je n'ai plus d'avenir», ajoute ce jeune apprenti tailleur. «Nous dénonçons la politique du gouvernement qui avait promis d'être un gouvernement de l'"Etat social" mais qui s'avère être celui des disparités sociales», a déclaré à l'AFP Abdelkader Amri, membre du bureau exécutif de la Confédération démocratique du travail (CDT, gauche). Des groupes de manifestants se sont également



rassemblés à Rabat, Tanger ou Marrakech. «La hausse des prix est une honte», «notre pays est agricole mais les légumes y sont chers» ont scandé quelque soixante protestataires réunis devant le parlement, à la capitale. Ces manifestations surviennent dans un contexte de forte poussée inflationniste mettant le gouvernement sous le feu des critiques des

syndicats, de l'opposition parlementaire et des médias locaux. Le taux d'inflation a atteint 9,4% au premier trimestre de 2023 contre 4% à la même période l'an dernier, selon le Haut commissariat au Plan (HCP). Cette inflation est accentuée par la montée en flèche des prix des produits alimentaires (+18,2%) en plein mois sacré du ramadhan, lors duquel le

niveau de consommation augmente habituellement. Parallèlement, la Banque centrale du Maroc (BAM) a relevé le 21 mars son taux directeur de 50 points de base, à 3%, afin d'enrayer la hausse des prix qui affecte les ménages modestes et vulnérables. C'est la troisième fois que la BAM augmente son taux directeur depuis septembre 2022.

La Chine simule un «bouclage» de Taïwan avec ses essais militaires

La Chine poursuit d'importantes manœuvres militaires autour de Taïwan, dans le but de simuler un «bouclage» de l'île. En parallèle, le destroyer américain USS Milius a mené une «opération de liberté de navigation» en mer de Chine méridionale. La Chine mène lundi 10 avril des exercices à tirs réels dans le détroit de Taïwan pour simuler un «bouclage» de l'île. De leur côté, les États-Unis, qui ont appelé à la «retenue», ont déployé un destroyer dans des eaux revendiquées par Pékin. Les manœuvres chinoises, démarrées samedi pour trois jours, visent à protester contre la rencontre, mercredi dernier, de la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen avec le président de la Chambre américaine des représentants, Kevin McCarthy.

L'objectif ? Simuler un «bouclage» du territoire de 23 millions d'habitants réclamer par Pékin, a expliqué l'armée chinoise. Et notamment un «blocus aérien», selon la télévision d'État CCTV. Le commandement du théâtre d'opérations Est de l'Armée a précisé que le Shandong, l'un des deux porte-avions de la Chine, a «participé à l'exercice du jour».

Taïwan a dit avoir détecté 11 navires de guerre et 59 avions chinois autour de l'île lundi. Durant le weekend, des avions de chasse et des navires de guerre avaient simulé des bombardements ciblés contre l'île, dans le cadre de cette opération baptisée «Joint Sword» et dénoncée par Taïwan.

«Opération» américaine en mer de Chine méridionale Les États-Unis, qui ont appelé Pékin à la «retenue», ont semblé eux aussi vouloir faire une démonstration de force. Le destroyer américain USS Milius a mené lundi une «opération de liberté de navigation» dans un secteur de mer de Chine méridionale revendiqué par Pékin. Une «intrusion», a immédiatement déclaré la Chine. Sur une vidéo publiée lundi sur le compte WeChat du commandement du théâtre d'opérations Est de l'Armée, un pilote chinois dit être «arrivé près de la partie nord de l'île de Taïwan», avec des missiles «verrouillés en place».

Dans une autre vidéo, accompagnée d'une musique dramatique, le coup de sifflet d'un officier fait courir le personnel militaire en position, tandis qu'un barrage simulé sur Taïwan apparaît à l'écran.

De quoi inquiéter la population. «Nous, les gens ordinaires, on veut juste une vie simple et stable», a confié à l'AFP Lin Ke-qiang, habitant de 60 ans de l'île Beigan, sur l'archipel de Matsu, qui appartient à Taïwan mais est visible depuis la côte chinoise. «Si une guerre arrive, maintenant que leurs missiles sont si avancés, nous n'avons aucune chance de résister, on sera écrasés», ajoute l'homme, qui travaille comme cuisinier.

Samedi, la présidente Tsai Ing-wen a dénoncé l'«expansionnisme autoritaire» de la Chine et assuré que Taïwan «continuerait à

travailler avec les États-Unis et d'autres pays (...) pour défendre les valeurs de liberté et de démocratie». Le Département d'État américain a réitéré son appel à «ne pas modifier le statu quo», tandis que le Pentagone a dit lui «suivre les événements de près». La Chine voit avec mécontentement le rapprochement ces dernières années entre les autorités taïwanaises et les États-Unis qui, malgré l'absence de relations officielles, fournissent à l'île un soutien militaire substantiel. Pékin considère Taïwan comme une province qu'elle n'a pas encore réussi à réunifier avec le reste de son territoire depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949. La Chine vise cette réunification, par la force si nécessaire. «L'indépendance de Taïwan et la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan s'excluent mutuellement», a déclaré lundi Wang Wenbin, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères lors d'un briefing régulier. «Si nous voulons protéger la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan, nous devons nous opposer fermement à toute forme de séparatisme pour l'indépendance de Taïwan», a-t-il ajouté. Les exercices à tirs réels de lundi se tiennent dans le détroit de Taïwan à proximité des côtes du Fujian (est), la province qui fait face à l'île, selon les autorités maritimes chinoises locales. Elle est située à 80 kilomètres au sud de l'archipel de Matsu et à 190 kilomètres de Taipei.

Effondrement d'un immeuble en France

À Marseille, «il reste de l'espoir» de trouver des survivants après l'effondrement d'un immeuble

Un immeuble d'habitation s'est effondré dans le centre de Marseille dans la nuit de samedi à dimanche. Alors que plusieurs personnes manquaient à l'appel, deux corps «sans vie» ont été retrouvés dans les décombres, ont fait savoir les pompiers qui précisent que leur extraction «prendra du temps». À Marseille, dans le sud de la France, les secours fouillent sans relâche les décombres à la recherche d'autres disparus, au lendemain de l'effondrement d'un immeuble au centre-ville qui a fait au moins deux morts. «Il reste de l'espoir» pour trouver «d'éventuels survivants», a déclaré lundi 10 avril, dans la matinée, le maire de Marseille Benoît Payan, présent sur le site.

«L'espoir existe qu'il y ait des personnes encore vivantes», a confirmé le commandant du bataillon des marins-pompiers de Marseille (BMPM), le vice-amiral Lionel Mathieu, en s'exprimant après le maire de la deuxième ville de France. «Cette nuit la peine et la douleur sont grandes», avait-il dit quelques heures plus tôt, quand les marins-pompiers ont annoncé avoir retrouvé deux corps dans les gravats de l'immeuble d'habitation du 17 rue de Tivoli, abritant cinq appartements, qui s'est écroulé brutalement après

une énorme déflagration.

Des «difficultés particulières d'intervention»

Six personnes sont encore portées disparues sous les décombres de l'immeuble qui s'est écroulé comme un château de cartes. En outre, une personne habitant un immeuble voisin et envisagée disparue par les autorités s'est finalement «manifestée auprès de ses proches», a annoncé lundi le parquet. «Compte tenu des difficultés particulières d'intervention, l'extraction (des corps du site) prendra du temps», ont précisé les secouristes qui travaillent d'arrache-pied jour et nuit, dans des conditions particulièrement difficiles, pour tenter de retrouver d'autres personnes victimes de l'effondrement.

La procureure de la République de Marseille Dominique Laurens avait indiqué dimanche soir que parmi les personnes disparues, il y avait «des personnes d'un certain âge et un jeune couple d'une trentaine d'années». Il n'y aurait pas d'enfants ou de mineurs, avait précisé Dominique Laurens. Une «identification claire» des deux premiers morts pourrait être faite «dans l'après-midi ou d'ici demain matin», a précisé le maire de Marseille.

Guerre au Yémen

Une délégation saoudienne à Sanaa pour discuter d'un processus de paix

Après huit ans de guerre et dans un contexte de détente régionale, une rare délégation saoudienne s'est rendue dimanche à Sanaa pour négocier une trêve durable et discuter du processus de paix avec les rebelles Houthis du Yémen, pays le plus pauvre de la péninsule arabique et qui subit l'une des pires crises humanitaires au monde. Une délégation saoudienne s'est rendue dimanche à Sanaa, la capitale du Yémen, pour négocier une nouvelle trêve avec les rebelles Houthis – soutenus par l'Iran et qui contrôlent la ville –, selon des diplomates, alors que l'Arabie saoudite cherche un moyen de sortir de la guerre. L'ambassadeur d'Arabie saoudite au Yémen, Mohammed al-Jaber, a été reçu par le chef politique des rebelles, Mehdi Machat, selon les mé-

dias des Houthis, l'agence de presse Saba et la chaîne de télévision Al-Massira. Ces dernières ont diffusé des images montrant les deux hommes se serrant la main. Les négociateurs saoudiens sont venus «discuter des moyens d'avancer vers l'instauration de la paix», ont indiqué à l'AFP deux diplomates yéménites travaillant dans le Golfe et ayant requis l'anonymat. Contactées par l'AFP, les autorités saoudiennes n'ont pas souhaité commenter ces informations. Comme des pans entiers du territoire du Yémen, Sanaa est sous le contrôle des Houthis, mouvement proche de l'Iran, depuis plus de huit ans. La coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite depuis 2015 pour appuyer les forces progouvernementales, n'a pas réussi à déloger les insurgés. ■

spiritualité

Tarâwîh

Au festin de Ramadhan, bida'a ! Vous avez dit bida'a ?

Par Dr Al 'Ajami

Ramadhan, mois de l'abstinence, abstinence du moi, est aussi le temps de la générosité. Qui se refuse à assouvir ses faims s'invite au festin de Ramadân, at-tarâwîh. Il est des lieux d'assemblée vibrant de lumières dont les coeurs résonnent du vivant Appel de Dieu, le Coran.

U lcteur attentif pourrait observer qu'il n'est pas dit en ce hadîth que cela se déroulait durant Ramadân ! C'est exact, mais, en réalité, Al Bukhârî a rapporté au chapitre dit « Du tahujjud » une version abrégée du même événement où Aïsha précise que cela se déroula pendant Ramadân.

Ceci étant, le hadîth, lorsqu'on le lit en son intégralité, montre parfaitement que le Prophète après avoir dans un premier temps dirigé cette prière de Ramadân ne sortit pas de sa demeure au quatrième soir. Puis, qu'après avoir gagné la Mosquée et dirigé la prière de l'aube il tint un propos dont on peut ainsi commenter la trame : « [Bien que je ne sois pas sorti prier cette nuit à la Mosquée] Je n'ignorais pas que vous étiez ici [c'est-à-dire que vous étiez rassemblés en la Mosquée pour prier avec moi] mais [si je ne suis pas sorti de mon domicile pour venir prier avec vous cette nuit, c'est que] j'ai craint que cela ne vous devienne obligatoire et que [par la suite ne pouvant l'assumer] vous l'abandonniez. »

Ce qui est ici exprimé est la délicate attention que le Prophète portait aux musulmans. Il s'inquiéta de ce que la passion des fidèles ne vinsse à l'emporter, et que leur amour pour le Prophète et le Coran ne les poussât à s'imposer cette prière qu'il n'avait par ailleurs que recommandée (Cf. hadîth 1). Par volonté d'allègement et par miséricorde pour les plus faibles il craignit que cela pût s'ajouter aux fatigues du jeûne.

La phrase « J'ai craint que cela ne vous devienne obligatoire et que vous l'abandonniez. » n'est pas à comprendre comme signifiant « j'ai craint que Dieu ne vous le rende obligatoire par prescription ». Un hadîth rapporté par Al Bukhârî et Muslim explicite la philosophie du Prophète en la matière : D'après Aïsha : « Le Prophète délaissait parfois certaines oeuvres surrogatoires alors même qu'il les désirait, et ce uniquement par crainte que les gens ne s'en rendissent la pratique obligatoire. Ainsi ne pria-t-il jamais la prière surrogatoire de la matinée alors que je la faisais moi-même. » [3]

En résumé, est donc confirmé en ce hadîth que la pratique du tarâwîh en commun est une sunna à caractère non obligatoire. Le Prophète la recommanda, la pratiqua seul, mais aussi en compagnie des musulmans.

Enfin, signalons que la dernière phrase « Le Prophète décéda et la situation était ainsi. », qui ici pourrait signifier que le Prophète décéda immédiatement après ce récit, n'est pas due à Aïsha mais est une interpolation parfaitement signalée par Ibn Hajar al 'Asqalânî, nous la retrouverons là où elle doit figurer.



Hadîth 3 : Rapporté par Al Bukhârî au sujet de la prière de nuit. D'après Aïsha : « Le Prophète avait une natte qu'il étendait dans la journée et qui lui servait de paravent la nuit. Des gens se regroupaient alors et priaient derrière lui. »

Prier le tarâwîh, seul ou en commun, à la mosquée ou pas, est une sunna, ce qui en soi indique que cette pratique n'a de valeur réelle que si elle émane d'un élan du coeur, d'un mouvement de sincérité.

Il a été rapporté plusieurs épisodes authentifiés similaires. Il apparaît donc que le Prophète pria certaines prières surrogatoires, c'est-à-dire non obligatoires, en commun et à la Mosquée. Ceci est donc sunna, tout du moins pour les prières surrogatoires de la nuit, tahujjud. Or, le tarâwîh n'est rien d'autre que cela.

Hadîth 4 : D'après Zayd ibn Thâbit au même chapitre que précédemment : « Le Prophète s'isolait [le rapporteur ajoute : Je pense qu'il a dit à l'aide d'une natte] durant Ramadân. Il y pria quelques nuits et certains de ses Compagnons prièrent avec lui. Lorsqu'il s'aperçut de leur présence il demeura assis. Puis, il alla les voir et leur dit : Je sais ce que j'ai vu de vos agissements ; priez donc, ô hommes, en vos de-

meures car la meilleure des prières est celle que l'homme accomplit en sa demeure, sauf les prières obligatoires prescrites. »

Ce récit ressemble à celui rapporté par Aïsha au hadîth 2 mais il s'agit bien d'un événement différent. En effet, Aïsha précise que chaque soir de ce Ramadân là le Prophète quittait sa chambre pour aller prier la nuit dans la Mosquée. Par contre, pour le Ramadân indiqué par Zayd ibn Thâbit, le Prophète faisait en réalité la retraite de la dernière décade dite 'itikâf en la Mosquée. Dans les deux cas il se produisit la même chose, le Prophète accepta la prière en commun quelques nuits puis en vint à la refuser, ce qu'exprime la phrase : « Lorsqu'il s'aperçut de leur présence il demeura assis » c'est-à-dire qu'il demeura assis derrière son paravent de sorte que les fidèles ne puissent plus suivre sa prière. La raison de ce refus en est ensuite donnée : « Je sais ce que j'ai vu de vos agissements ; priez donc, ô hommes, en vos demeures. La meilleure des prières est celle que l'homme accomplit en sa demeure, sauf les prières obligatoires prescrites. »

Pour bien comprendre ce propos il faut s'en référer à une autre version de ce même récit, rapportée elle aussi par Al Bukhârî toujours selon Zayd ibn Thâbit, où l'on lit que les fidèles ne voyant pas le Prophète sortir de son abri de nattes ils « élevèrent la voix (pour l'appeler) et jetèrent des petits cailloux sur la porte (de son abri). Le Prophète sortit alors fâché et leur dit : Vous montrez une tel zèle que j'ai craint que cela ne vous soit obligatoire. Priez donc en vos demeures car la meilleure des prières est celle que l'homme accomplit en sa demeure, exception faite des prières obligatoires prescrites. »

Ainsi, le « Je sais ce que j'ai vu de vos agissements » est aussi à mettre en relation avec un écart de comportement commis

par les fidèles présents cette nuit là qui allèrent, poussés par leur excès de zèle, jusqu'à importuner le Prophète faisant retraite. Leur insistance à vouloir accomplir un acte surrogatoire pourrait s'opposer finalement à la sincérité qui préside à la spontanéité et engendrer une ostentation délétaire... Dans ce contexte, et uniquement dans ce contexte, l'on peut alors comprendre la portée exacte de son propos : « Priez donc en vos demeures car la meilleure des prières est celle que l'homme accomplit en sa demeure, exception faite des prières obligatoires prescrites. »

Le Prophète a parfaitement discerné le risque ostentatoire encouru : « Je sais ce que j'ai vu de vos agissements », et il indique ce qui est meilleur pour la piété sincère et l'éducation spirituelle car les prières nocturnes en particulier n'ont de valeur que selon cette perspective. Telle est la signification de ces mots : « Priez donc en vos demeures car la meilleure des prières est celle que l'homme accomplit en sa demeure ».

De plus, littéralement, et le contexte l'indique, il ne s'agit nullement en cette parole d'interdire, mais de conseiller ce qui est meilleur, la nuance est d'importance. Ceci est par ailleurs logiquement confirmé par les faits. D'une part, le Prophète a accepté initialement de prier ces prières en commun avant de se raviser pour les raisons que nous venons de mentionner et, d'autre part, d'autres hadîths authentifiés témoignent du fait que les Compagnons priaient à titre surrogatoire dans la Mosquée. Par ailleurs le Prophète a dit : « Etablissez une part de vos prières [surrogatoires] en vos demeures afin de ne pas en faire des tombes. » [4] Que l'on n'aille pas prétendre qu'il aurait interdit cette pratique par notre hadîth car un conseil ne peut abroger une recommandation.

Relizane

Des commerçants verbalisés pour défaut d'hygiène

Un nombre de 280 commerçants ont été contrôlés durant la première décade du mois de Ramadhan, dans le secteur qui relève de la direction du commerce de la wilaya de Relizane.

En effet, les opérations de contrôle de la qualité des produits de large consommation, initiées par les secteurs urbains durant la semaine écoulée, ont permis de dresser 12 mises en demeure à des commerçants contrevenants.

Ces opérations ont ciblé plus de 280 commerces répartis à travers la ville de Relizane, apprend-on auprès des services d'hygiène de l'APC. Nos sources indiquent que les contrôleurs des secteurs urbains ont ciblé essentiellement les boucheries, les commerces, les boulangeries et pâtisseries, ainsi que les magasins de produits alimentaires. Le bilan hebdomadaire fait aussi état de trois commerces proposés à la fermeture. Les commerçants verbalisés ont été sommés de respecter les normes d'hygiène sous peine de fermeture de leurs commerces.



■ Les opérations de contrôle ont ciblé plus de 280 commerces répartis à travers la ville de Relizane.

Selon les mêmes sources, des instructions ont été données aux agents pour accentuer les opérations de contrôle, notamment au niveau des boucheries et des commerces de produits laitiers, les détaillants en œufs,

entre autres. D'autre part et selon les mêmes sources, les responsables des services vétérinaires, en collaboration avec les services de la direction du commerce, ont mené une large opération de

contrôle qui a ciblé essentiellement les boucheries. Les personnes verbalisées ont été sommées de se conformer aux règles d'hygiène sous peine de fermeture définitive de leur commerce.

N. Malik

Relizane

Le bureau communal de l'hygiène à pied d'œuvre

Un bilan qui a fait ressortir le rôle important que joue ce service à caractère stratégique en matière de contrôle permanent des eaux, des produits alimentaires périssables, des sources de pollution ainsi que dans la lutte contre les maladies à transmission hydrique et celles transmises par les animaux. En effet, le bureau communal de l'hygiène est à pied d'œuvre à la veille de la saison chaude pour la protection du consommateur. Pour ce

faire, les agents contrôleurs relevant de ce bureau ont multiplié leurs interventions dans les différents établissements commerciaux installés dans la daïra de Mendès. Selon nos sources, une grave infraction liée au non-respect des règles de l'hygiène a été relevée dans une boulangerie sise à Mendès. Le laboratoire de cet établissement commercial ne répondait pas aux normes en vigueur. Une mauvaise qualité du pain a été constatée par

les contrôleurs, indiquent nos sources. Dans ce même volet, signalons encore une proposition de fermeture formulée par les mêmes agents du bureau communal de l'hygiène à l'encontre d'un restaurant situé au centre-ville. Pour ce cas, un défaut de registre de commerce, non conforme à l'activité exercée par cet établissement, a été constatée par les contrôleurs lors de leur intervention.

N. Malik

Boumerdès

Suivi de la réalisation des projets d'aménagement

Le wali de Boumerdès, Monsieur Yahia Yahiaten a présidé une réunion dans le cadre de la poursuite des travaux du comité technique étatique chargé du suivi de la réalisation des projets d'aménagement et de la préservation de l'environnement des communes de Boumerdès et Corso, en la présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, du Secrétaire général de la wilaya, des directeurs de l'exécutif, du chef de l'arrondissement de Boumerdès et des maires de la commune. La rencontre a débuté par une présentation du Directeur de la programmation et du suivi budgétaire, dans laquelle il a traité de l'état d'avancement des projets de développement des communes concernées, au niveau de l'ensemble des programmes, ainsi que des opérations effectivement lancées. Sur le terrain, les projets d'aménagement urbain comprenaient l'achèvement des établisse-

ments d'enseignement, le stade municipal, les gares de transport de voyageurs, l'éclairage public, la préparation de la saison estivale, et l'aménagement de parcs pour préserver l'esthétique du lieu. Le deuxième axe, à savoir l'exposé final, a été présenté sur l'organigramme de la commune de Tidjelabine, avec une présentation de l'étude préliminaire pour la réalisation du nouveau siège communal et la levée des réserves enregistrées lors des réunions précédentes.

Troisième axe : la présentation par le complexe de génie rural a porté sur la présentation d'un état des lieux sur les fiches techniques des grands axes, les routes nationales, ainsi que les entrées et sorties de la wilaya.

Au cours de la réunion, les mesures prises pour prendre en charge les carences constatées qui ont été diagnostiquées au

niveau des communes de Boumerdès et de Corso ont également été abordées, les consignes données lors de la dernière réunion et l'étendue de leur prise en charge ont été évoquées.

Pour sa part, Monsieur le wali a souligné que ces efforts visant à répondre à toutes les exigences des citoyens, doivent être couronnés de bons résultats et bénéficier à tous, où il a souligné la nécessité d'adopter la qualité dans la réalisation des projets de développement, tout en donnant les soins nécessaires pour prendre soin des espaces verts et de la vue esthétique de la ville et porter tous les services concernés auprès des responsables de secteurs et chefs de services sont entièrement responsables du suivi et de la concrétisation des projets.

Kouider Djouab

INFO EXPRESS

Relizane

Rattraper le retard

Le wali de Relizane a eu à plusieurs reprises lors de ses visites à travers l'ensemble des communes de la wilaya, l'occasion de mesurer l'ampleur de la grogne sociale, de la misère qui ronge des pans entiers de la société mais surtout le désespoir qui gagne des milliers de citoyens. Ayat Lakhil Abdeslam qui a affiché une disponibilité à écouter les doléances des citoyens indiquera que l'Etat se donne les moyens nécessaires pour aider et accompagner toutes les couches sociales. Selon ses déclarations : « Bien que beaucoup de satisfactions aient été relevées dans les 38 communes, que compte la wilaya, que nous avons visitées à ce jour, il reste de notre devoir de dire qu'il persiste également des insuffisances relatives aux préoccupations quotidiennes des citoyens. Des insuffisances qui nous interpellent et appellent à plus de rigueur et de pragmatisme dans nos actions ». C'est ce qu'a tenu à dire le wali de Relizane, en l'occurrence M. Lakhil Ayat Abdeslam, dès l'entame de son intervention à l'ouverture d'une séance regroupant l'exécutif, les élus locaux, dérouler dans la grande salle des réunions du siège de la wilaya. Une intervention durant laquelle M. Lakhil Ayat dira en substance : « Maintenant que toutes les insuffisances ont été répertoriées et notre plan d'action élaboré et tracé en fonction des besoins spécifiques de chaque commune, dans un souci d'équilibre au profit de tous les habitants de la wilaya, il ne nous reste plus qu'à entamer notre travail avec le souci majeur de mener à bien, et dans les délais impartis, tous les projets que nous avons décidés pour cette année 2023 ». Et de conclure son intervention : « Les citoyens de la wilaya de Relizane nous regardent, espèrent et attendent. Soyons à la hauteur de leurs espérances, leurs attentes et surtout la confiance qu'ils nous accordent. Ne les décevons pas. Une intervention qui avait été précédée par celle de Baghdadi Abdelkader P/APW, qui brossera un large tableau mettant en exergue « les grandes réalisations enregistrées à ce jour à travers toute la wilaya », tout en mettant l'accent, lui aussi, sur « le gros travail qui reste à faire pour amener la wilaya de Relizane au diapason des autres wilayas du pays. Un objectif que nous pouvons atteindre avec l'aide, la compréhension, la coordination et la mobilisation de tous : exécutif, assemblées élues, mouvement associatif ». Un long débat a eu lieu entre l'assistance et les autorités de la wilaya en vue de sortir avec des recommandations pour rattraper le retard enregistré.

N. Malik

entretien

Karine Bechet-Golovko : « L'ONU ne survivra pas à la guerre en Ukraine »

Les dirigeants européens ont décidé tout une série de sanctions contre la Russie pour plaire à Washington. Non seulement, ces sanctions n'ont servi à rien mais elles ont plongé leurs peuples dans la misère et la précarité.

Ces dirigeants amateurs et incompetents, voire corrompus à l'image de Von der Leyen, ne sont-ils pas coupables devant l'histoire d'avoir ruiné leurs pays et leurs peuples ?

Ils sont coupables et sincèrement j'espère qu'ils seront jugés. Mais pour ça, il faut changer le système. Sur leur corruption, je n'ai absolument aucun doute, mais j'ai beaucoup de doutes quant à leur incompétence. Ils me semblent très compétents, parce qu'ils font exactement ce pour quoi ils sont mis en place.

Dans la destruction...

Absolument. Ils sont là pour ça et ils remplissent parfaitement leur mission. Ne me dites pas que personne ne savait en France pour les vaccins contre le Covid, qu'il y avait des bakchichs qui tournaient, qu'il y avait des prises d'intérêt, des conflits d'intérêt. Personne n'était au courant au niveau des élites, quand ils votaient la vaccination obligatoire, quand ils votaient le pass vaccinal, etc. Bien sûr qu'ils étaient au courant. Combien de médecins ont mis en alerte sur la quantité des effets secondaires néfastes, qui sont recensés et dont on trouve les résultats sur le site de l'OMS ? Il y a des millions et des millions d'effets secondaires négatifs, c'est du jamais vu quand on compare avec les autres vaccins pour toutes les autres maladies. Donc, c'était impossible de ne pas savoir. Ils savaient et mettaient les choses volontairement en place. Au-delà de la dimension sanitaire, en deux ans, ils ont littéralement détruit la santé publique, mis à mal l'économie nationale, déstabilisé tout une génération avec une montée en flèche des problèmes psychologiques chez les jeunes surtout, une augmentation des suicides, et maintenant il faut les croire sur parole sous prétexte qu'ils se seraient trompés, qu'ils ne savaient pas ? En France, ils ne réintègrent toujours pas les soignants qui ne sont pas vaccinés. Qu'est-ce qu'ils ne savaient pas ? C'est purement politique. On nous explique à la fois qu'il y a des problèmes sanitaires et on détruit le système de santé. C'est logique, n'est-ce pas ?

Donc, je ne dirai pas qu'ils sont incompetents, ils sont complètement pourris, pour dire les choses très simplement, et ils ont été mis en place en raison de cette qualité première chez eux. C'est un système qui s'autolégitime de l'intérieur. Et l'on peut se poser aussi beaucoup de questions à l'égard de ces partis d'opposition qui sont extrêmement systémiques, à tel point d'ailleurs qu'ils ont l'air parfaitement à l'aise dans le rôle d'une opposition qui, surtout, ne soit jamais au pouvoir qui, de temps en temps, peut sortir dans la rue, mais qui ne va pas trop loin et qui se fait ré-élire. Il y a une impasse politique ici aussi puisque l'opposition ne joue pas son rôle d'alternance et fait partie du système, et elle permet à ce système de fonctionner. Il y a de temps en temps des manifestations pour faire sortir la vapeur, ce qui permet aux gens de se calmer, et ça continue pour que surtout rien ne change.

Le Guépard...

Absolument. Il y a effectivement des questions qui se posent et le problème c'est qu'il y a aujourd'hui un conflit qui dépasse largement le conflit ukrainien. C'est réellement un conflit



de civilisation qui est en train de se jouer. Si la Russie et les Etats souverains gagnent, cela voudra dire qu'effectivement ces gens seront responsables de crimes devant leurs peuples. Et de crimes dans le sens direct, parce que combien de personnes sont mortes à cause d'eux, directement à cause des injections ? Indirectement, parce qu'elles ont perdu leur travail, parce que leur entreprise a fait faillite, et combien se sont suicidées ? Combien ont perdu leur famille à cause de tous les problèmes sociaux qui en ont découlé avec cette impossibilité de vivre décemment ? Combien de divorces, combien de vies brisées ? N'ont-ils pas détruit le système scolaire et mis en place une espèce de fabrique d'idiots tout juste bons à consommer ? Ne sont-ils pas responsables aussi pour ce que l'on fait aux enfants ? Tout cela explique leur fanatisme d'aujourd'hui, parce qu'ils comprennent très bien qu'ils n'ont pas le droit de perdre – sauf à devoir répondre de leurs actes. Et le soutien militaire qu'ils apportent à l'Ukraine aggrave encore leur position. Oui, et l'on parle de plus en plus de Pfizergate à propos de Von der Leyen... Tout à fait.

Peut-on parler de démocratie quand on assiste à l'arrestation de députés européens, dont la vice-présidente Eva Kaili du Parlement européen, pour des affaires de corruption comme celles du Marocgate qui touche le peuple sahraoui qui a été privé de ses droits, et le Qatargate ?

C'est difficile au niveau de l'Union européenne de parler de démocratie, notamment parce que ce n'est pas un Etat. Et la plupart de ses dirigeants ne sont pas élus. Les députés européens sont élus mais les autres, c'est indirect. Le fait qu'il y ait une sanction pour un abus, cela rentre dans l'idée générale du concept de démocratie. Ce qui est anormal, c'est que le système fonctionne avec une telle impunité qu'il puisse en arriver là. C'est cela qui est inquiétant. Et l'autre question qui se pose, c'est en ce qui concerne tout ce que l'on ne sait pas.

Oui, c'est l'arbre qui cache la forêt...

Absolument. D'accord, ils ont tapé fort sur deux ou trois personnes, mais n'était-ce pas simplement pour calmer un peu les ardeurs et dire qu'ils avaient tout réglé ?

Vous vivez en Russie. Comment la propagande occidentale antirusse est-elle perçue par les citoyens

russe ? Quel regard portez-vous sur la russophobie qui existe en Occident ?

Les Russes sont très tristes de cette propagande, parce que, si l'on parle de pays comme la France, l'Italie, ce sont des pays qui sont beaucoup aimés en Russie, parce qu'ils ont une histoire commune. Au niveau culturel, la culture allemande est aussi très présente en Russie, que ce soit au niveau littéraire ou musical, en plus de la culture française et italienne. Les gens ont eu du mal à y croire dans un premier temps, parce que cela ne correspond pas du tout à l'image qu'ils avaient des pays européens. Ils s'y attendaient sans trop de surprise de la part du monde anglo-saxon, qui est plus brusque dans ses attitudes, mais pas en ce qui concerne les dirigeants européens. Pendant très longtemps, les Russes ont du mal à croire que Macron n'essayait pas réellement d'aider pour régler la situation en Ukraine. Mais maintenant, ils ont compris et la page est désormais tournée, les dirigeants européens s'étant complètement décrédibilisés aux yeux de la Russie. C'est regrettable, mais c'est la réalité et il sera extrêmement difficile plus tard de rétablir la confiance. Il y a donc eu une prise de conscience politique. En revanche, la russophobie au niveau culturel, elle, a été acceptée plus rapidement et plus facilement parce que la Russie a été habituée à certaines sorties contre son histoire culturelle. Les Russes comprennent aussi qu'il s'agit d'un phénomène qui va passer plus rapidement et qui ne s'adresse pas uniquement à la culture russe – je ne parle pas pour l'Ukraine et les pays de l'Est, mais de l'Europe occidentale. C'est un mouvement qui s'inscrit dans le mouvement «woke» qui, de toute façon, est un large processus d'acculturation et anti-civilisationnel. En ce sens, la russophobie culturelle en Europe de l'Ouest est surtout un prolongement de ce mouvement que l'on a vu arriver des Etats-Unis avec cette réécriture et cette négation des classiques, ce culte des minorités, qui poussent au ridicule. Concernant l'Ukraine, la russophobie est extrêmement dangereuse parce que c'est une nouvelle forme de fascisme. Il s'agit de la version ukrainienne du fascisme de la Seconde Guerre mondiale. On le voit au niveau de la législation qui a fait des Russes des hommes de seconde zone, mais aussi au niveau de la réécriture de l'histoire avec la normalisation de la collaboration fasciste de la Seconde Guerre mondiale, qui permet de donner cette légitimité à ce nouveau fascisme antirusse d'aujourd'hui. Il est, d'une certaine manière, déconnecté, parce que lors-

qu'on parle du fascisme ukrainien, on s'attend toujours à ce que soit la forme classique essentiellement contre les juifs et contre les Slaves. Or, la rupture qui est opérée permet de préserver fonctionnellement la manière dont ce fascisme fonctionnait à l'époque tout en l'orientant vers une autre cible. De plus, cela génère des difficultés pour l'argumentation des opposants, puisque l'on vous rétorque «mais non, regardez, leur président est juif, donc il n'y a pas de fascisme» et cela permet d'oublier que tous ces «héros» de cette nouvelle Ukraine étaient à l'époque des collaborateurs nazis, qu'ils ont, eux, attaqué les juifs, les Polonais, les Ukrainiens aussi d'ailleurs. Ils ne se sont pas battus contre l'Armée Rouge pour une mythique «libération nationale», mais avec les nazis contre les populations civiles et contre les résistants. Donc, le pouvoir en Ukraine aujourd'hui s'est emparé d'un concept et a transformé sa substance en autre chose, d'où la difficulté pour l'appréhender. C'est un travail qui est en train d'être réalisé en Russie pour essayer de le définir, notamment juridiquement. Il est absolument fondamental, si l'on parle de la nécessité de juger tout ce phénomène décrit sous le concept de russophobie, de passer par l'établissement d'une base juridique rigoureuse pour bâtir des institutions qui permettront de clarifier les choses.

On assiste à un vrai black-out médiatique sur l'évolution du front en Ukraine. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

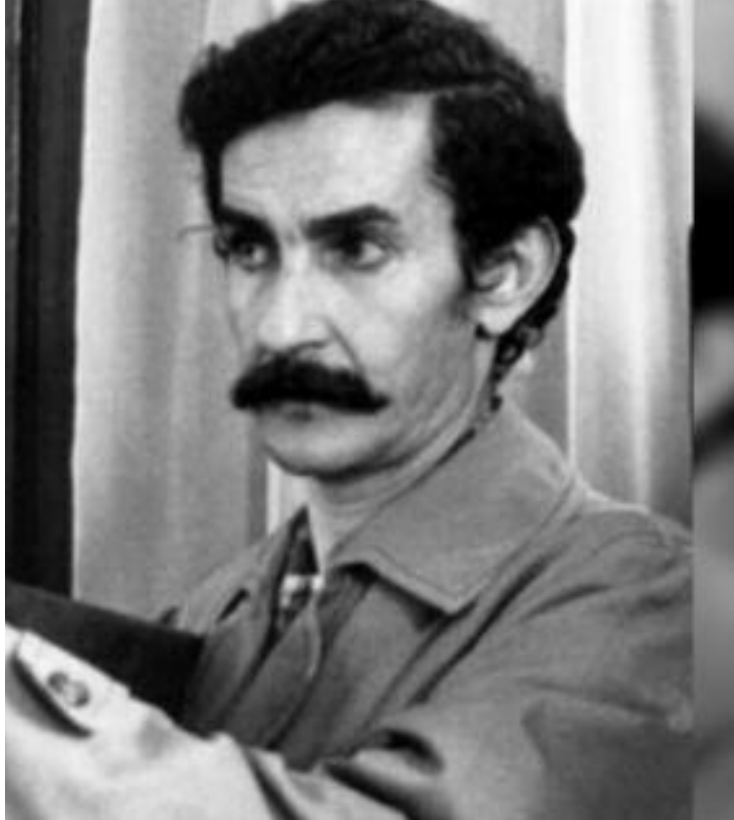
Il y a eu plusieurs étapes sur la médiatisation de la dimension militaire de la guerre en Ukraine. Au début, le discours était focalisé sur «la pauvre petite Ukraine, qui se fait écrabouiller par l'énorme armée russe». Cela n'a pas duré longtemps, parce que la Russie a fait l'erreur d'entrer dans le mécanisme de négociations qui étaient de toutes manières vouées à l'échec, et plusieurs reculs politiques ont conduit aussi à des reculs militaires. A partir de là, le discours politico-médiatique occidental a changé pour devenir : «Vous voyez comme cette Ukraine courageuse avec sa petite armée fait reculer l'armée russe complètement dépassée». Maintenant, il y a une espèce de schizophrénie au niveau du discours, parce qu'à la fois on trouve toujours cette armée russe avec des soldats sous-équipés et peu formés qui, soi-disant, se rendent et ne savent pas se battre, bien que le front avance et, d'autre part, on peut entendre, sur LCI, par exemple, que l'armée russe s'est dotée d'une quantité d'armes hyperpuissantes, qu'il faut faire attention, etc. Donc, je ne parlerai pas de black-out mais d'une sorte de salmigondis, un assemblage de choses qui ne vont pas du tout ensemble. Et les ingrédients changent en fonction des besoins du moment. Effectivement, cela donne un peu l'aspect du black-out, parce qu'il y a surtout un certain chaos. On ne peut pas dire en fait qu'il y a un discours, dans le sens où un discours doit être construit, il doit y avoir une logique, il est développé dans le temps. Ici, il y a des éléments de langage et des éléments de communication qui sortent de temps en temps et dont l'assemblage change sans suivi à long terme, en espérant que les gens aient des problèmes plus importants à résoudre au quotidien, surtout avec la réforme des retraites actuellement en France, que de porter attention à ces contradictions internes.

(A suivre...)
Interview réalisée
par Mohsen Abdelmoumen

Evocation

Mohamed Zinet, «Pigeon voyageur» dans l'histoire du cinéma algérien

Le parcours du défunt artiste Mohamed Zinet a marqué une étape brillante de l'histoire du cinéma algérien, étroitement liée aux principes de la liberté et de la lutte, en portant haut la cause nationale et en permettant l'émergence de son nom comme acteur et assistant réalisateur, et surtout en tant que réalisateur du film «Tahia Ya Didou» qui continue de susciter l'intérêt et la curiosité des amateurs du septième art.



En évoquant le parcours de feu Mohamed Zinet à l'occasion du 28e anniversaire de sa mort, émerge une génération d'artistes qui ont rejoint la Révolution de libération nationale et se sont engagés en faveur de l'indépendance de l'Algérie, en rejoignant plus tard la troupe artistique du Front de libération nationale (FLN).

Connu pour sa personnalité de vétéran et d'aventurier et sa sensibilité artistique, les connaisseurs et les admirateurs de Mohamed Zinet le décrivent comme «le Pigeon voyageur», selon les dires de l'acteur Abdelhamid Rabia, qui affirme que le défunt a découvert sa passion pour l'art dès sa tendre enfance.

Né en 1932 dans La Casbah d'Alger, où il a suivi son enseignement primaire, le défunt artiste s'est très tôt intéressé au théâtre et commença à activer au sein du Parti du peuple algérien (PPA), où il a fondé la troupe (El Manar El Djazairi). A Paris, il a présenté une pièce théâtrale inspirée du «Bourgeois gentilhomme» de Molière (1947), avant

de rejoindre une autre troupe sous la bannière des Scouts musulmans algériens (SMA). Son intérêt pour le cinéma mondial s'est accru grâce aux films projetés à l'époque, dont le film «Pépé le Moko» de Julien Duvivier qui lui a laissé une impression opposée à la vision coloniale envers le peuple algérien. Au milieu de ce mouvement culturel et nationaliste, feu Mohamed Zinet a rejoint le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), où sa carrière artistique décolla à travers l'interprétation de nombreux personnages théâtraux, et sa conviction de l'importance de la lutte politique et armée s'est affermie.

La comédie théâtrale «Tibelkachoutine», «l'homme aux brindilles», en berbère, créée en 1953 témoigne de sa grande admiration pour Charlie Chaplin et le cinéma muet. Une pièce présen-

tée en Tunisie, qu'il envisageait d'adapter pour le cinéma mais le film ne verra jamais le jour.

En 1958, il rejoint les rangs de la Révolution en tant qu'officier de l'ALN.

Le transfert urgent de Zinet en Tunisie, grièvement blessé lors d'une mission, donna un autre tournant à sa vie en ce sens qu'il avait rejoint le mois d'avril de la même année la troupe artistique du Front de libération nationale (FLN).

Parmi les rôles qu'il a interprétés celui de Lakhdar, héros de la Révolution, dans «Le cadavre encerclé» de Kateb Yacine.

Les choix artistiques de Mohamed Zinet témoignent d'un esprit ambitieux et perfectionniste en tant que réalisateur et comédien.

En 1959, il se rend à Munich pour suivre une formation dans le théâtre naturel, «Kammerspiele». Dans ses allers-retours entre

Paris et Alger, il a eu une contribution avec le réalisateur français Jean-Marie Serreau dans la pièce théâtrale «les bonnes» en France, avant de concourir à la création de «Casbah films» en Algérie avec les moudjahidine Yacef Saadi et Habib Réda.

En 1965, Zinet est recruté à l'Office national pour le commerce et l'industrie cinématographique (ONCIC) et est l'assistant du réalisateur Amar Laskri.

En tant que réalisateur assistant, Mohamed Zinet a secondé Ennio Lorenzini dans «les mains libres» en 1964 et Gillo Pontecorvo dans le légendaire «la bataille d'Alger» (1966).

Il a également collaboré en tant que comédien avec la réalisatrice Sarah Maldoror dans son court-métrage «monangambé», deux fois avec René Vautier dans «les trois cousins» et Daniel Moosmann (le bougnoul) sorti en 1975.

A propos de son film «le bougnoul», Mohamed Zinet a déclaré, lors d'une interview avec l'institut français de l'audiovisuel, qu'il avait aimé le personnage qui lui ressemble un peu. Concernant le racisme contre les immigrés, le comédien a dit «j'accueille les commentaires racistes avec un sourire car je suis fier d'être algérien, mais en même temps ça me fait mal de voir les autres subir le racisme».

«Tahya Ya Dido», le journal intime du cinéaste

Réalisé en 1971, Tahya ya dido est le seul long-métrage de Mohamed Zinet dans lequel il a donné sa vision de l'Algérie indépendante avec réalisme et poésie à la fois.

Cette double touche, entre la réalité et l'utopie, est justement le fruit du background artistique de Zinet qui était fan de Charlie Chaplin et de l'expérience artis-

tique franco-allemande, aiguillonné par ses moult déplacements et voyages, source de grandes idées et ambitions.

Tombé sous son charme, Zinet relate dans ce film la Casbah et Alger la blanche, perle de la Méditerranée qui attire les curieux pour contempler et ressentir les changements survenus suite à son indépendance. Il a donc ouvert la voie à son ami, le poète Himoud Brahimi plus connu sous le nom de Momo, pour parler à la ville dans un dialogue poétique que les différentes générations connaissent par cœur. Le producteur a eu recours aux composantes culturelles algériennes, pour ne citer que la fantasia et le hayek, représentées à travers les aspects de la vie de tous les jours dans les ruelles de la Casbah, une véritable rétrospective, tantôt cinématographique tantôt romanesque, du quotidien des Algériens.

«Tahia Ya Didou» n'est autre qu'un film dont le scénario s'apparente à un album souvenirs de Zinet, ayant joué le rôle d'un Moudjahid qui vit un présent hanté par les douleurs du passé, lanciné par les voix et les reminiscences qui refont surface, faisant ressurgir des parties de son parcours révolutionnaire et militant dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) et la Troupe artistique du Front de libération nationale (FLN), levant ainsi le voile sur les crimes du colonisateur à travers les scènes qui ressassent la torture des militants.

Doté d'une intelligence artistique sans pareil, Zinet a su convertir l'idée de réaliser un court film promotionnel sur le tourisme en Algérie en un long-métrage de différents rôles entremêlés avec le grand public dans les rues pour former une mosaïque multicolores.

R.C.

Protection des ruines autour du projet de phosphate à Tébessa

Un groupe de travail conjoint entre les secteurs des mines et de la culture

Le ministère de l'Énergie et des Mines et le ministère de la Culture et des Arts ont convenu dimanche de mettre en place un groupe de travail conjoint entre les deux secteurs en vue de protéger les ruines qui se trouvent sur les sites du projet d'exploitation du phosphate dans la wilaya de Tébessa.

Les deux secteurs ont convenu de la mise en place de ce groupe de travail, lors d'une réunion de coordination présidée par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, et la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, en présence du

PDG du Groupe minier Manadjim El Djazair, du PDG du Groupe ASMIDAL et du Président de l'Agence Nationale des Activités Minières (ANAM). Cette réunion a porté sur la concrétisation du projet intégré d'exploitation et de transformation du phosphate, et la protection du patrimoine culturel matériel se trouvant sur les sites du projet à l'instar de celui de Bled El Hadba dans la commune de Bir-El-Ater (Tébessa), a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines.

Lors de cette réunion, deux exposés ont été présentés sur le projet intégré de phosphate

et sur les découvertes archéologiques remontant à l'antiquité. A cette occasion, les deux ministres ont convenu de «la nécessité d'aller de l'avant pour la concrétisation de ce projet, qui permettra à l'Algérie d'entrer dans le monde des industries de transformation minières, et de préserver le patrimoine culturel de la région, en œuvrant au transfert des pièces d'art et archéologiques», selon la même source. Dans ce contexte, le ministre de l'Énergie et des Mines a relevé l'importance de réaliser ce projet, qui mobilisera des ressources financières, humaines

et techniques considérables et aura un impact social et économique notamment à l'Est du pays, précise-t-on de même source. M. Arkab a également insisté sur «l'accompagnement permanent et le soutien des entreprises du secteur, aux travaux des missions archéologiques afin de protéger ce patrimoine culturel matériel dans la wilaya».

De son côté, Mme Mouloudji a mis en avant «tout l'intérêt de mettre en place des mécanismes et des procédures visant à protéger et valoriser le patrimoine archéologique à Tébessa, tout en œuvrant à ce que les experts miniers soient

accompagnés en permanence par des experts en archéologie». Par ailleurs, il a été convenu de «la mise en place d'un groupe de travail mixte en vue d'assurer la coordination et le suivi du projet par des experts en archéologie et des responsables du projet du phosphate intégré», note le communiqué. Il a également été convenu de «mettre à disposition les moyens nécessaires pour protéger les sites et monuments archéologiques, d'une part, et réaliser des projets économiques créateurs de richesses et d'emplois, d'autre part», conclut le communiqué.

R.C.

Ligue 1 (22^e journée)

Le Chabab fait de la résistance à Biskra

→ Le Paradou AC a franchi un pas important dans sa lutte pour sa survie en Ligue 1 Mobilis après avoir pris le meilleur sur la JS Kabylie (1-0), son concurrent direct pour le maintien, ce dimanche à l'occasion de la suite de la 22^e journée.



Le CRB sur la voie royale. (Photo : D. R.)

La victoire est courte, certes, mais elle vaut son pesant d'or pour la suite des événements. Dans ce duel direct pour le maintien parmi l'élite pour la saison prochaine, les Académiciens ont réussi à faire la différence en première mi-temps, par l'entremise de Hamidi (19'), à la conclusion d'une très belle action collective.

Le PAC avait la possibilité de doubler la mise en seconde période, après avoir obtenu un penalty (62') à la suite d'une faute commise sur Bouzida, toutefois, Boulbina a perdu son duel face au portier kabyle, Medjadel.

Côté JSK, la meilleure occasion de scorer est à mettre à l'actif de Mouaki.

Incorporé en tout début de seconde période, le porteur du numéro 15 a failli surprendre Boussouf, à la 83^e minute, mais sa tête n'a pas été dosée et placée convenablement pour inquiéter le gardien adverse. À la suite de ce résultat, le PAC (14^e - 20 pts) quitte la 15^e et avant-dernière place, synonyme de relégation, et la cède à son adversaire du jour qui comptabilise 17 unités.

Dans l'autre rencontre disputée cet après-midi, le MC El Bayadh (6^e - 30 pts) s'est baladé sur la pelouse du HB Chelghoum Laid, déjà relégué en Ligue 2, en s'imposant sur le score

sans appel de 6 buts à 0, grâce, notamment, à deux doublés signés Ghenam (45', 54') et Bounaama (61', 72').

Cette 22^e manche a connu son épilogue le soir même avec le déroulement des deux dernières parties au programme. L'US Biskra n'a pas pu infliger au CR Belouizdad son premier revers de la saison puisque cette partie s'est terminée sur un score de parité (1-1), tout comme le match JS Saoura - ASO Chlef.

Concernant les autres matches, disputés durant le week-end, le MC Alger a été accroché par le CS

Constantine (0-0), le RC Arbaâ a étrillé le NC Magra (5-1), l'ES Sétif a réalisé l'essentiel face à l'USM Alger (1-0), tandis que le MC Oran a été contraint au partage des points par l'USM Khenchela (1-1).

Résultats partiels de la 22^e journée :

MCA - CSC	0 - 0
RCA - NCM	5 - 1
ESS - USMA	1 - 0
MCO - USMK	1 - 1
PAC - JSK	1 - 0
HBCL - MCEB	0 - 6
USB - CRB	1 - 1
JSS - ASO	1 - 1

Classement	Pts	J
1. CR Belouizdad	44	18
2. CS Constantine	37	21
3. ES Sétif	35	21
4. MC Alger	32	20
5. USM Khenchela	31	20
6. JS Saoura	30	21
7. MC El Bayadh	30	21
8. USM Alger	29	18
9. RC Arbaâ	28	22
10. US Biskra	28	22
11. MC Oran	27	20
12. ASO Chlef	27	22
13. NC Magra	26	20
14. Paradou AC	20	19
15. JS Kabylie	17	19
16. HB Ch. Laïd	2	21

L1

Marseille au ralenti, Monaco freiné et Lyon reprend sa route

→ Marseille a encore perdu des points dans la course à la Ligue des champions, dimanche à Lorient (0-0), comme Monaco à Nantes (2-2) lors d'une 30^e journée de Ligue 1 marquée par la victoire de Lyon devant Rennes (3-1), qui maintient les espoirs de l'OL.

Au sortir du week-end, seules deux équipes du top 5 peuvent sourire : le Paris SG, toujours leader avec 6 points d'avance après sa victoire samedi à Nice (2-0), et le RC Lens, désormais seul deuxième du classe-

ment après son succès vendredi devant Strasbourg (2-1).

Le club de la capitale et son dauphin s'affronteront samedi prochain au Parc des princes pour le match au sommet de la 31^e journée.

Pour les autres candidats à la Ligue des champions, le rythme est difficile à tenir. L'OM est le premier à souffrir, avec ce deuxième match nul d'affilée qui le fait reculer à deux longueurs des Sang et Or.

En Bretagne, les Marseillais n'ont pas trouvé la faille lors d'une rencontre

sans révolte. Ils auraient même pu céder, notamment sur une tentative de leur ancien attaquant Bamba Dieng, repoussée par Pau Lopez (63^e). Le club de Pablo Longoria, peut-être chamboulé par le drame de l'effondrement d'un immeuble dans la cité phocéenne dans la nuit de samedi à dimanche, reste donc sur la dernière marche du podium, même s'il conserve ses trois points d'avance sur Monaco.

Euphorie nantaise

L'ASM, en effet, n'a pas tenu le rythme à La Beaujoire malgré une avance de deux buts à la mi-temps. Sur la lancée de leur qualification pour la finale de Coupe de France, mercredi contre Lyon (1-0), les Canaris et leur public ont repris le dessus en seconde période, et l'inévitable Ludovic Blas a fini par égaliser à la 78^e minute pour offrir au FCN cinq points d'avance sur la zone rouge.

Ce succès permet aux Rhodaniens de revenir à trois longueurs de leurs adversaires du soir, sixièmes. Et la défaite du 5^e, Lille, à Angers samedi (1-0), leur donne encore plus de raisons d'y croire. A la lutte pour le maintien, Ajaccio et Troyes ont, de leur côté, de moins en moins d'arguments sur lesquels s'appuyer pour leur fin de saison. Les Corses (19^e) ont été largement dominés (3-0) par un concurrent direct, Auxerre (15^e): les deux équipes sont désormais séparées de huit points.

L'Estac a également perdu à domicile, face à Clermont (2-0), et stagne au 18^e rang, devant Ajaccio et Angers et derrière Strasbourg, battu vendredi par Lens (2-1).

Au 16^e rang, Brest a failli réaliser une superbe opération, mais Reims a égalisé sur penalty en fin de rencontre (1-1). Et en milieu de classement, Toulouse a doublé Montpellier en s'imposant 2-1 dans l'Hérault.

Semi-marathon de Calama (2^e édition)

Près de 1.000 coureurs attendus à Guelma

→ Près de 1 000 coureurs sont attendus le vendredi 5 mai à Guelma, pour prendre part à la deuxième édition du semi-marathon de Calama, a-t-on appris samedi auprès des organisateurs.

«Le départ sera donné à 8h30, devant Hammam Debagh, alors que l'arrivée est prévue devant le Complexe sportif Souidani Boudjamaâ» a-t-on précisé de même source.

«Les participants pourront retirer leurs dossards le jeudi 4 mai. Il y

aura des points de ravitaillement tous les 5 kilomètres et à la fin de la course, tous athlètes qui franchiront la ligne d'arrivée auront droit à un T-Shirt et à une médaille portant mention : Finisher».

D'après les organisateurs «le vainqueur de ce semi-marathon recevra une prime de 50 000 DA», et il y aura d'autres récompenses, notamment, pour l'athlète le plus âgé qui terminera la course et qui recevra 80 000 DA. ■

EN DEUX MOTS

Volley-ball : Les sélections dames et messieurs se préparent pour les Jeux arabes

En préparation des prochains rendez-vous régionaux et internationaux, notamment les Jeux arabes, qui seront organisés en Algérie du 5 au 15 juillet prochain, les sélections nationales volley-ball dames et messieurs ont effectué un stage de préparation au Centre de regroupement et de préparation des Equipes nationales à Souidania. Les joueuses du sélectionneur Yacine Djelouli se préparent sérieusement pour les qualifications aux JO de Paris 2024, alors que les messieurs, pour leur part, cherchent à briller au niveau africain et arabe.

Par ailleurs, les U19, garçons et filles, ont effectué un stage de préparation d'une semaine (à partir du 27 mars) à Tadjanet (Mila) pour l'équipe garçons, et à Tenes (Chlef) pour l'équipe filles. Idem pour les U15 filles du groupe centre-est.

Il est à noter que la Fédération algérienne de volleyball organise régulièrement des regroupements pour les sélections la fin de chaque mois, tout en profitant des vacances scolaires pour organiser des stages de préparation pour les autres catégories d'âge.



Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar,

Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75.

Compte bancaire : CPA 103 400 089711.114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication : **Abdelwahab Djakoune.** Rédacteur en chef : **Radia Zerrouki**

Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger : **SIMPRAL**

Tirage : 2500 exemplaires 16 - Pages

Oran : **SIO.** Constantine : **SIE.** Diffusion centre : **SEDICOM.**

Ouest : **SPDO.** Est : **El Khabar.** Sud : **Trag diffusion** Publicité : **La Nouvelle République**, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail :

lnr98redaction@yahoo.fr / E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.

Conception : **Studio Baylaucq,** Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

WTA

Jabeur remporte le tournoi de Charleston

→ La Tunisienne Ons Jabeur, n^o5 mondiale, a remporté dimanche le tournoi WTA 500 de Charleston en battant en finale 7-6 (8/6), 6-4 la Suissesse Belinda Bencic (11^e), qui l'avait battue l'année dernière au même stade du tournoi.

Breakée d'entrée et menée 5-3 dans la première manche, Jabeur s'est bien battue pour revenir à 5-5.

Bencic a ensuite réussi à sauver cinq balles de set pour arracher le jeu décisif, où Jabeur s'est à son tour employée pour sauver deux balles de set dans un tie-break qu'elle a fini par remporter 8 points à 6.

Jabeur a ensuite gagné la seconde manche 6-4, et le match en 2h 01 min de jeu, décrochant sur la terre batteu grise de Charleston son quatrième titre WTA à sa onzième finale. La Tunisienne de 28 ans, finaliste à Wimbledon et à l'US Open l'an

dernier, est enfin de retour au plus haut niveau.

Absente du circuit en février pour subir une «opération mineure», la Tunisienne avait été éliminée au 2^e tour coup sur coup des tournois WTA 1000 d'Indian Wells et de Miami.

«La façon dont tu as joué aujourd'hui était incroyable», a salué son adversaire, Belinda Bencic. «Tu le mérites amplement. Je suis très heureuse que tu sois de retour. Le tennis est formidable avec toi.»

«Tu es une compétitrice et une amie extraordinaire, (je suis) tellement heureuse de partager le court avec toi», a répondu Jabeur, qui n'a pas manqué de lui rappeler avec sourire que chacune a «désormais un grand trophée et un petit trophée», en référence à la taille des prix remis à la vainqueur et à la finaliste. ■

en direct

Volley-ball

Les sélections dames et messieurs se préparent pour les Jeux arabes

le match à suivre

Ligue 1 (22^e journée)

Le Chabab fait de la résistance à Biskra

football

L1

Marseille au ralenti, Monaco freiné et Lyon reprend sa route

PAC-JSK

L'arbitre fausse le jeu, les Canaris s'approchent de la trappe...

→ **Le Paradou AC s'est imposé face à la JS Kabylie (1-0) en match comptant pour la 22^e journée du Championnat de Ligue 1 disputé ce dimanche après-midi à Dar El Beida.**

Une défaite, une menace qui s'accroît pour ce club, une chute programmée ? Le football étant lui-même menacé. Mais il reste pour ce club de minces chances pour sauver sa saison en L1. Le football ne respire plus, étouffé par des opérations de coulisses qui visent son étranglement. Plus rien, ou presque, ne pourra lui faire retrouver sa marque, celle qui fut jadis jalouée par des clubs africains. Aujourd'hui, tout craque et se fissure à la même vitesse que la méfiance qui s'est installée entre joueurs et arbitres. Ses répercussions se mesurent et s'affichent au grand jour. Aujourd'hui les duels sportifs se déplument. Le fair-play a changé de camp, et les coulisses produisent les mauvais matches.

«On vous a assuré que vous allez gagner ce match»

Le peu de supporters ayant fait le trajet Tizi-Ouzou - Dar El Beida, doutait de ce qui allait se passer. Les commentaires d'avant-match aussi, puisque la rencontre n'était pas celle qui allait traîner du monde au contraire, les réseaux sociaux seraient mieux informés de ce qui allait se passer. JSK-PAC, le match qui devait être une affiche, n'a pu résister aux manœuvres de l'arbitrage qui ont faussé l'image de ce duel aux enjeux importants pour les deux clubs. «Pourtant, vous êtes mieux placé pour savoir que ce ne sont sûrement pas ces... qui vont donner vie à un arbitrage propre», nous souffle discrètement un fervent supporter de la



■ La JSK mal barrée pour assurer le maintien.

(Photo > D. R.)

JSK à la fin de la rencontre. L'ex-joueur international Farouk Belkaid atteste aux micros des médias présents au stade de Dar El Beida que le «juge de touche s'est adressé à un joueur du Paradou pour lui dire : «Ne craignez rien, on vous a assuré que vous allez gagner ce match». Je suis prêt à le confronter si cela est nécessaire !»

«Ce qui se passe est grave !»

Nous l'avons déjà écrit et rapporté dans nos différentes éditions. Il est clair que si nul n'est infaillible, l'erreur ne peut qu'être admise, voire même pardonnée en sport, lorsque celle-ci, bien entendu, émane de la bonne foi de son auteur, mais dès qu'elle se drapue du voile de la partialité manifeste, elle affiche une certaine volonté de triche contraire à toute éthique et toute religion.

«Et en matière de tolérance devant une erreur d'arbitrage, il y a des seuils disons acceptables par rapport à des fautes flagrantes qui inversent le sort d'une rencontre. Dès lors qu'un match bascule

sur une bourde monumentale, ce ne sont plus que cris dans les gradins et sur le banc des entraîneurs», estimait à juste titre un confrère après avoir analysé ce qui fait tache sur les stades du monde, et s'interroger si cette situation allait perdurer et que personne ne vient taper sur la table pour dénoncer ce qu'il qualifie de fléaux sportifs. Ce qui se passe est très grave !

Il prive la JSK d'un penalty et siffle des hors jeu imaginaires

Les problèmes de l'arbitrage dans le football national ne datent pas d'aujourd'hui, ni d'hier puisqu'ils seraient très bien entretenus pour gangrener le milieu et ce au fil des générations. Quelques clubs ont souffert, et souffrent encore, de quelques références qui sont loin de rendre l'image honnête des arbitres algériens. La retransmission en direct de la rencontre de ce dimanche qu'avait mis en duel la JSK et le PAC retransmise en direct par l'EPTV est plus qu'édifiante dans les «FAUSSES MA-

NOEUVRES» de certains arbitres, ne reculant devant aucune arme pour fermer l'œil sur des fautes commises par l'une ou l'autre équipe. Ce dimanche, c'est un penalty flagrant que l'arbitre a privé pour la JSK ? C'est aussi des hors-jeu imaginaires qui ont stoppé des actions pour scorer. L'arbitre Gamouh a été l'homme provocateur de la partie. «Des fautes commises non sifflées, il ferme l'œil sur un penalty commis sous ses yeux par un défenseur du PAC, trois hors-jeu imaginaires signalés par l'arbitre assistant, tout pour provoquer la colère des staffs et des joueurs». Au stade de Dar El Beida, il y avait des dirigeants et entraîneurs, censés donner l'exemple et servir de modèle à leurs joueurs en premier. Ils ont fait le contraire en leur qualité d'éducateurs, mais aussi à l'image du club ou du sport auxquels ils s'identifient ?

H. Hichem

■ Canal + foot : Manchester City - Bayern Munich à 20h

■ BeIN Sports 1 : Benfica Lisbonne - Inter Milan à 20h

La Der

Cyclisme : Le Néerlandais Mathieu van der Poel décroche son premier Paris-Roubaix

Mathieu van der Poel a remporté dimanche la «reine des classiques». Le Néerlandais s'est offert son premier Paris-Roubaix, le quatrième Monument de sa carrière, à l'issue d'une 120^e édition mouvementée et marquée par la malchance de Wout Van Aert, arrivé troisième.

L'«Enfer du Nord» a souri, dimanche 9 avril, au Néerlandais Mathieu van der Poel, qui a décroché une victoire en solitaire à l'issue de 256,6 kilomètres de course, dont 54,5 de pavés. De son côté, Wout Van Aert, malchanceux dans ce Paris-Roubaix, a fini à la

troisième place. Tout a basculé dans le Carrefour de l'Arbre, à 16 km de l'arrivée, lorsque Wout Van Aert est parti à l'attaque, avant de crever de la roue arrière. Ce coup de théâtre a profité à Van der Poel, le seul à avoir réussi à suivre le Belge dans l'échappée royale constituée de sept coureurs, dont les principaux favoris.

Le Néerlandais de 28 ans s'est alors envolé vers la victoire et a pu savourer son triomphe sur le vélodrome de Roubaix, où il s'est imposé avec 46 secondes d'avance sur son équipier, le Belge Jasper Philipsen, et Van

Aert. «C'est extraordinaire, surtout de rentrer seul sur la piste. On fait 1 et 2 avec Jasper. On va vraiment le fêter ce soir car ça ne va peut-être plus jamais arriver. Je réalise la meilleure saison de classiques de ma carrière. C'est incroyable», a déclaré Van der Poel, qui s'est imposé sous les yeux de sa mère, Corinne Poulidor.

Un quatrième Monument

C'est la quatrième victoire pour le petit-fils de Raymond Poulidor dans l'un des cinq Monuments, les plus grandes classiques du calen-

drier, après le Tour des Flandres en 2020 et 2022, et Milan-Sanremo en 2023.

Il a également terminé deuxième du Tour des Flandres dimanche dernier.

La course, disputée sous un beau soleil de printemps, a été marquée par de nombreuses chutes, dont celles qui ont conduit à l'abandon du tenant du titre, Dylan van Baarle, et l'ancien triple champion du monde Peter Sagan.

Van der Poel, juste avant de s'envoler pour la victoire, a lui-même provoqué la chute de l'Allemand John Degenkolb dans l'échappée.